

PROGRAMME DE FORMATION DE L'ÉCOLE QUÉBÉCOISE

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Histoire du Québec et du Canada

Troisième et quatrième secondaire

Ce document peut être consulté
sur le site Web du Ministère :
www.education.gouv.qc.ca.

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

ISBN 978-2-550-79068-6 (PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017

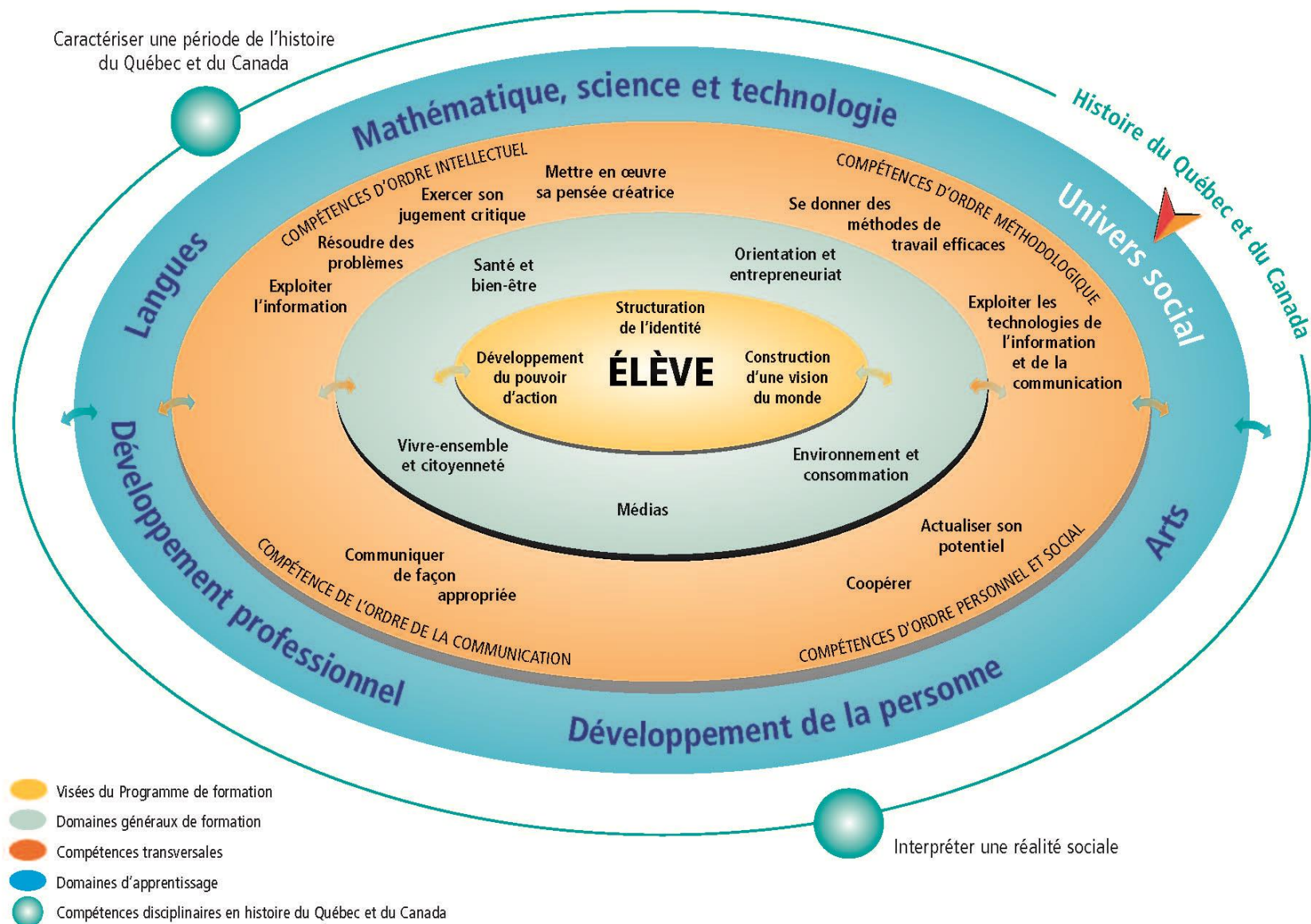
17-00199

Table des matières

Présentation de la discipline	1
Apport de la discipline à la formation des élèves	1
Nature du programme	1
Relations entre le programme d'histoire du Québec et du Canada et les autres éléments du Programme de formation	3
Relations avec les domaines généraux de formation	3
Relations avec les compétences transversales	3
Relations avec les domaines d'apprentissage	4
Contexte pédagogique	5
Le rôle des élèves dans le cours d'histoire	5
Le rôle de l'enseignant d'histoire	6
Des sources et des ressources	7
Les séquences d'enseignement et d'apprentissage	7
Les fonctions de l'évaluation	8
Compétence 1 Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada	10
Sens de la compétence	10
Compétence 1 et ses composantes	12
Critères d'évaluation	12
Compétence 2 Interpréter une réalité sociale	13
Sens de la compétence	13
Compétence 2 et ses composantes	15
Critères d'évaluation	15

Contenu de formation	16
Période de l'histoire du Québec et du Canada	16
Réalité sociale	17
Connaissances historiques	17
Concepts	18
Repères culturels	18
Structure du programme – Troisième secondaire	20
Des origines à 1608 L'expérience des Autochtones et le projet de colonie	21
1608-1760 L'évolution de la société coloniale sous l'autorité de la métropole française	25
1760-1791 La Conquête et le changement d'empire	30
1791-1840 Les revendications et les luttes nationales	35
Structure du programme – Quatrième secondaire	41
1840-1896 La formation du régime fédéral canadien	42
1896-1945 Les nationalismes et l'autonomie du Canada	48
1945-1980 La modernisation du Québec et la Révolution tranquille	54
De 1980 à nos jours Les choix de société dans le Québec contemporain	60
Annexe 1	66
Analyse critique des sources	66
Utilisation et production de représentations du temps	67
Utilisation et production de cartes historiques	68
Annexe 2	69
Synthèse du contenu de formation – Troisième secondaire	69
Synthèse du contenu de formation – Quatrième secondaire	70

Apport du programme d'histoire du Québec et du Canada au Programme de formation



Présentation de la discipline

L'étude des particularités du parcours d'une nation, d'une société, d'un groupe permet l'inscription de ses membres dans le temps long et favorise la construction de leur identité en tant que sujets de l'histoire. L'analyse des traces du passé dans une perspective historique mène à l'établissement de faits, de changements et de continuités ainsi qu'à la détermination de leurs causes et des conséquences qu'ils entraînent. La science historique exige rigueur et méthode; elle comporte ses exigences propres.

Apport de la discipline à la formation des élèves

L'histoire en tant que discipline scolaire trouve ses fondements dans la science historique. Elle favorise chez les élèves le développement de la pensée historique, soit un ensemble d'habiletés intellectuelles qui permettent la mise à distance du passé et le recours à une méthode d'analyse critique, la méthode historique. En étudiant les faits du passé, qu'ils établissent eux-mêmes ces faits ou que ceux-ci leur soient transmis, les élèves saisissent l'importance de situer les expériences antérieures dans leur contexte. La pensée historique affine l'esprit critique des élèves et développe la rigueur intellectuelle, les outillant conséquemment pour la délibération sur des problèmes contemporains et la participation sociale.

Le cours d'histoire est un lieu où se confrontent divers points de vue et où sont traités tour à tour les conflits, les contradictions et les sujets de consensus ou de division. Il offre un espace de discussion sur la mémoire, l'identité et la diversité. En outre, à l'école, l'histoire remplit une fonction

culturelle par laquelle les élèves sont appelés à intégrer un ensemble de connaissances collectives qui en nourrissent l'étude.

Le présent programme vise à :

- amener les élèves à acquérir des connaissances sur l'histoire du Québec et du Canada;
- amener les élèves à développer les habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire;
- amener les élèves à développer les aptitudes critiques et délibératives favorables à la participation sociale.

Nature du programme

Le programme d'histoire du Québec et du Canada porte sur la caractérisation et l'interprétation des particularités du parcours de la société québécoise. Il permet l'étude des interactions entre les divers groupes au sein de l'ensemble complexe que constitue la nation.

L'étude de l'histoire d'une nation ne débute pas au moment de sa reconnaissance. Les jalons de l'expérience singulière du Québec se posent dès les premiers contacts avec le territoire nord-américain. La nation n'est jamais achevée; elle est ouverte et changeante. L'histoire du Québec s'inscrit dans le contexte sociohistorique canadien, nord-américain et mondial, diverses nations contribuant à l'évolution de la société québécoise.

L'histoire nationale est le lieu de rencontre de l'histoire politique et de l'histoire sociale, où s'enchevêtrent les aspects culturel, économique et

territorial. Elle appelle et légitime l'étude d'une société enracinée dans ses particularités, celles de ses institutions, de ses acteurs historiques, des groupes sociaux qui la composent ainsi que de leurs rapports avec leur milieu.

Le présent programme comporte deux objets d'étude qui permettent d'appréhender l'exercice des compétences : les périodes historiques du Québec et du Canada, circonscrites à des événements marquants de l'histoire du Québec et du Canada, et les réalités sociales qui se rapportent à l'action humaine dans un contexte sociohistorique donné et dont le choix repose sur l'importance des transformations qu'elles évoquent.

Le programme est axé sur le développement de deux compétences :

- Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada;
- Interpréter une réalité sociale.

Relations entre le programme d'histoire du Québec et du Canada et les autres éléments du Programme de formation

Le programme d'histoire du Québec et du Canada s'inscrit dans la continuité du Programme de formation de l'école québécoise, dont les visées sont la construction d'une vision du monde, la structuration de l'identité et le développement du pouvoir d'action. Il présente également un ensemble de caractéristiques communes aux autres programmes disciplinaires. Les interactions entre l'un et l'autre élément du Programme de formation peuvent être planifiées ou non, explicites ou non; elles sont utiles et contribuent avec efficacité à la formation générale des jeunes lorsqu'elles sont légitimes et non forcées. Les liens entre le programme d'histoire du Québec et du Canada et les domaines généraux de formation, les compétences transversales et les autres domaines d'apprentissage contribuent au développement et à la construction du sens des compétences *Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada* et *Interpréter une réalité sociale*.

Relations avec les domaines généraux de formation

Les domaines généraux de formation exposent les grandes problématiques contemporaines, qui sont pluridisciplinaires et complexes. Ils présentent des considérations particulières, mais sont largement interdépendants. L'histoire recoupe, à un moment ou à un autre de son étude, chacun des domaines généraux de formation : *Santé et bien-être*, *Orientation et entrepreneuriat*, *Environnement et consommation*, *Médias* et *Vivre-ensemble et citoyenneté*. Ce dernier domaine se réalise sans conteste dans le programme d'histoire. Son

intention éducative consiste à amener les élèves à participer à la vie démocratique de la classe ou de l'école et à développer une attitude d'ouverture sur le monde et de respect de la diversité. Elle est étroitement liée à la visée du programme d'histoire du Québec et du Canada qui consiste à amener les élèves à développer les aptitudes critiques et délibératives favorables à la participation sociale. Grâce aux situations d'apprentissage et d'évaluation qui leur sont proposées, les élèves peuvent développer les aptitudes et les attitudes évoquées par le domaine général de formation. La mise à distance du passé et le recours à une méthode d'analyse telle que la méthode historique cultivent l'esprit critique des élèves, dès lors plus aptes à assumer leur rôle de citoyens.

Relations avec les compétences transversales

Au gré des apprentissages effectués à l'école, les élèves développent un ensemble de capacités génériques qui transcendent les compétences disciplinaires. Dans le Programme de formation de l'école québécoise, où sont regroupées ces capacités sous le terme *compétences transversales*, l'accent est mis sur l'importance que prennent les contextes d'apprentissage, le plus souvent disciplinaires, dans leur développement. Les compétences transversales sont activées en interaction les unes avec les autres. Elles contribuent toutes de manière significative au développement des compétences du programme d'histoire. En caractérisant une période de l'histoire du Québec et du Canada et en interprétant une réalité sociale, les élèves font appel à des apprentissages qui dépassent le cadre du programme. Certaines compétences

transversales sont essentielles au développement d'habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire. L'apport de compétences telles que *Exploiter l'information*, *Résoudre des problèmes*, *Exercer son jugement critique* et *Se donner des méthodes de travail efficaces* est manifeste.

Relations avec les domaines d'apprentissage

Les différentes disciplines s'enrichissent mutuellement. Il serait difficile d'évaluer avec précision l'apport d'un domaine particulier aux apprentissages en histoire, plusieurs disciplines pouvant y contribuer dans les limites de leur champ d'intérêt. Dans le cours d'histoire, les élèves lisent, écrivent, analysent des graphiques et des tableaux, résolvent des problèmes, donnent un sens aux œuvres artistiques et architecturales. Tous les programmes disciplinaires sont susceptibles de contribuer au travail de caractérisation et d'interprétation auquel le programme d'histoire du Québec et du Canada convie les élèves. S'il est souhaitable que les liens entre les apprentissages disciplinaires se fassent de façon instinctive ou naturelle, il peut être nécessaire d'encourager le recours à certains de ces apprentissages au moment opportun.

Contexte pédagogique

L'enseignement consiste non seulement à obtenir des élèves qu'ils apprennent, mais également à faire en sorte qu'ils puissent apprendre d'eux-mêmes. Enseigner, c'est prévoir des modalités d'enseignement et d'évaluation, réunir des conditions et recourir à des approches variées propices à l'apprentissage. L'enseignant détient les compétences, les habiletés et les connaissances que les élèves développent et acquièrent progressivement; les relations entre l'enseignant, les élèves et le savoir sont au cœur de la dynamique de la classe.

Le rôle des élèves dans le cours d'histoire

La caractérisation d'une période de l'histoire du Québec et du Canada et l'interprétation d'une réalité sociale permettent aux élèves d'accéder à une quantité importante d'informations à partir desquelles ils approfondissent et remettent en question leur compréhension de l'histoire du Québec et du Canada. Accessibles grâce aux ressources à leur disposition ou communiquées par l'enseignant, ces informations proviennent d'un ensemble de sources dont les élèves déterminent le sens et la portée. Ils sont appelés à distinguer l'information essentielle de l'information complémentaire, anecdotique ou accessoire sur un sujet donné. Pour ce faire, ils vérifient la provenance des sources, puis jugent de leur pertinence au regard de l'objet d'étude. Par le croisement d'informations, ils établissent un ensemble de faits situés dans le temps et l'espace dont ils sont plus à même de révéler l'importance. La prise en compte de la durée par les élèves est garante d'une meilleure discrimination de l'information et les amène à se poser diverses questions. La rigueur dans le travail de caractérisation assure l'acquisition

de connaissances utiles, enrichies par un travail d'interprétation rigoureux et méthodique.

Au cours de la caractérisation, les élèves explorent un ensemble de particularités relatives à une partie de la période étudiée ou à son ensemble. Ils aiguisent leur curiosité au gré des découvertes qui motivent le travail ainsi amorcé de recherche du sens du passé. Bien que l'étude de l'histoire soit menée au présent, duquel émanent les questions sur le passé, les élèves se détachent des référents contemporains lorsqu'ils analysent une réalité sociale ou assurent la validité de leur interprétation pour mieux comprendre les motivations des acteurs de l'histoire. Ils font preuve de jugement critique dans la recherche des causes et l'établissement des conséquences des changements et des continuités. Ils se gardent d'émettre des conclusions sans confronter leur interprétation à celle d'autres personnes et sans la soumettre à l'épreuve des faits. Tant la caractérisation que l'interprétation favorisent le développement d'habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire, telles que la conceptualisation, l'analyse, la confrontation de différentes interprétations, la comparaison et la synthèse.

Le développement des compétences *Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada* et *Interpréter une réalité sociale* ne peut se faire sans l'apport conjugué des pairs et de l'enseignant. Le cours d'histoire est un lieu de délibération où les élèves mettent en commun leur compréhension des faits, de leur succession dans le temps et de leur enchaînement causal. Les élèves profitent des diverses situations en classe, par exemple la mise en récit d'un événement historique par

l'enseignant selon les interprétations d'historiens ou d'acteurs, la discussion autour de la signification d'un document écrit ou les échanges sur des sujets d'actualité, pour mettre en œuvre leurs compétences et éprouver leurs connaissances.

Au fil de leur apprentissage de l'histoire du Québec et du Canada, les élèves se questionnent sur leur identité et sur leur inscription en tant que sujets de l'histoire. Ils s'outillent pour la participation sociale et la délibération sur des enjeux actuels par le développement de la pensée historique, c'est-à-dire la mise à distance du passé et le recours à une méthode d'analyse critique, la méthode historique. C'est notamment par l'acquisition d'un solide bagage de connaissances et le développement d'habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire par l'exercice des compétences qu'ils affinent leur compréhension de la société actuelle.

Le rôle de l'enseignant d'histoire

L'enseignant d'histoire est un professionnel, un spécialiste de l'enseignement de l'histoire au secondaire et de la transposition didactique de la méthode historique. Il fait preuve de rigueur dans le choix des approches pédagogiques et la planification des séquences d'enseignement et d'apprentissage. Il favorise l'engagement des élèves dans le questionnement sur les particularités de l'histoire du Québec et du Canada de même que la recherche de réponses à ce questionnement en démontrant l'intérêt et la pertinence de l'étude du passé. L'enseignant transmet et narre; il outille les élèves, les guide et régule leurs apprentissages dans le développement de leurs capacités à caractériser et à interpréter. Il use de stratégies variées pour leur permettre d'accéder au sens à donner aux sources consultées et aux diverses interprétations et perspectives dans l'étude de l'histoire.

Enseigner l'histoire, c'est permettre l'accès au résultat fragile et changeant de la caractérisation et de l'interprétation des particularités du parcours d'une société. Le cours d'histoire est un espace de discussion et de recherche où l'esprit d'ouverture et la curiosité intellectuelle sont valorisés. L'enseignant permet qu'il en soit ainsi en cultivant le sens de l'effort et en exigeant la contribution de chacun de ses élèves. Au moment de modéliser le travail de caractérisation et le travail d'interprétation, il se montre rigoureux et fait appel à diverses habiletés intellectuelles, entre autres sollicitées par le recours à la méthode historique, dont il connaît les étapes essentielles et comprend les principales exigences. Au gré des apprentissages, il permet que les présupposés des élèves soient remis en question, que leur capacité à contextualiser les faits soit éprouvée et que la confrontation du résultat de leur caractérisation ou de leur interprétation avec d'autres résultats soit suscitée. Au cours et à la fin d'une séquence d'enseignement et d'apprentissage, l'enseignant s'assure que des situations propices au développement des compétences ont été proposées aux élèves et que leurs connaissances reposent sur des faits avérés.

L'enseignant d'histoire reconnaît son apport à la préparation des élèves à leur rôle de citoyens. Bien que cette préparation implique l'ensemble de l'équipe-école, le cours d'histoire constitue un lieu privilégié de développement des aptitudes inhérentes à la citoyenneté. Maints enjeux amenant les élèves à faire face à leurs représentations étant soulevés par l'étude de l'histoire, c'est en enseignant l'histoire et en favorisant le développement de la pensée historique que l'enseignant outille les élèves pour la délibération, soit l'examen rigoureux des différents aspects d'une question, et la participation sociale.

Des sources et des ressources

L'étude du passé ne se fait pas à vide : l'analyse critique de sources est essentielle à la caractérisation et à l'interprétation. Le cours d'histoire est riche et stimulant quand il offre aux élèves l'occasion de découvrir ce qui est parvenu jusqu'à nous des paroles, des actions, des objets, des techniques et de la vie quotidienne des acteurs de l'histoire.

Le recours aux sources fait appel à la rigueur et au jugement critique. Ces sources peuvent être de divers types : document écrit, document iconographique, document audiovisuel ou artefact. L'annexe 1 présente les différents types de documents et suggère des stratégies utiles à l'analyse critique des sources. Elle précise également les modalités qui permettent l'utilisation et la production d'outils techniques d'usage fréquent en histoire, soit les représentations du temps et la carte historique.

L'accès aux sources est facilité par les technologies de l'information et de la communication. Les ressources numériques permettent la consultation d'une importante quantité de documents qui offrent aux élèves un lien avec le passé. Les modalités de consultation et d'exploitation de ces ressources sont variées; elles peuvent tantôt servir d'amorce, tantôt soutenir l'établissement des faits ou favoriser la comparaison et la confrontation de différentes interprétations. Les technologies de l'information et de la communication permettent aussi de conserver des traces du travail de recherche, de synthétiser et de schématiser l'information, et peuvent faciliter la conceptualisation.

Des ressources autres que les technologies peuvent être sollicitées. Les ressources du milieu immédiat des élèves, comme celles mises en valeur

par leur société d'histoire locale ou l'administration de leur municipalité ou communauté, ou par les témoignages de leurs aînés, contribuent à rendre plus tangibles des réalités québécoises, canadiennes, voire mondiales. La fréquentation de bibliothèques, de musées et de centres d'archives peut aussi aider les élèves à mieux comprendre l'histoire. Les personnes qui y travaillent peuvent accompagner les élèves et leur permettre d'améliorer leur connaissance du passé. Elles incarnent par ailleurs, à leur échelle, le souci de préservation de la mémoire d'une société.

Les séquences d'enseignement et d'apprentissage

Pour faciliter l'acquisition de connaissances et le développement des habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire par l'exercice des compétences, l'enseignant planifie des séquences d'enseignement et d'apprentissage. Chaque séquence est structurée autour d'un même sujet ou d'un même objet d'étude et vise à répondre à des intentions précises. Les séquences, de durée variable, placent chaque fois les élèves dans une ou plusieurs situations d'apprentissage et d'évaluation analogues qui se veulent signifiantes, ouvertes et complexes, et qui représentent un défi à leur mesure.

Une situation est signifiante quand les élèves perçoivent les liens qui existent entre les problèmes déjà posés, les apprentissages qu'ils effectuent et la pertinence de leur utilisation ultérieure. Ainsi, la caractérisation des périodes de l'histoire du Québec et du Canada de même que l'interprétation des réalités sociales prennent tout leur sens quand les élèves réalisent qu'elles leur permettent de mieux comprendre les particularités de leur société, d'autres sociétés et de diverses réalités sociales, passées ou contemporaines.

Une situation est ouverte lorsqu'elle permet aux élèves d'explorer plusieurs avenues plutôt qu'une seule, qu'elle comporte des tâches variées, qu'elle favorise l'utilisation de différents médias de recherche ou de communication et qu'elle peut mener à divers types de productions.

Une situation est complexe dans la mesure où elle oblige les élèves à mobiliser plusieurs éléments du contenu de formation tout en permettant leur articulation. Elle fait appel aux composantes de l'une ou l'autre des compétences, voire à celles des deux compétences. Elle permet parfois d'établir des relations avec les domaines généraux de formation, diverses compétences transversales et d'autres disciplines. Elle nécessite une recherche, une sélection et une analyse de données. Elle fait appel à une démarche qui suppose le recours à différentes habiletés intellectuelles.

Comme tous les élèves n'apprennent pas au même rythme, l'enseignant planifie des séquences et conçoit des situations suffisamment souples pour permettre la différenciation pédagogique. Cela peut se faire, par exemple, en proposant de nouvelles situations, en variant certaines modalités liées au contexte et à l'accomplissement des tâches ou en offrant un choix dans les documents à consulter.

Les fonctions de l'évaluation

Évaluer consiste à exercer son jugement professionnel dans le cadre de démarches visant la régulation de l'enseignement et de l'apprentissage. L'évaluation fait partie intégrante de l'apprentissage.

Dans les limites établies par le programme et le cadre d'évaluation des apprentissages, l'enseignant choisit, adapte, élabore et s'approprie des outils d'évaluation pour rendre compte des apprentissages des élèves. Tout au long et à l'issue de l'accomplissement de tâches par ces derniers,

il tente de comprendre les raisons qui expliquent leurs réussites et leurs difficultés. Il constate ou infère ainsi l'acquisition de connaissances et le développement ou non d'habiletés intellectuelles, de savoir-faire, de processus et de stratégies nécessaires au développement et à l'exercice des compétences.

Deux fonctions sont conférées à l'évaluation : l'aide à l'apprentissage et la reconnaissance des apprentissages. L'enseignant détermine la fonction à privilégier selon le contexte et la nature des décisions à prendre et des actions à mener.

La fonction d'aide à l'apprentissage a trait à l'évaluation diagnostique et à l'évaluation formative. Au moment d'amorcer une séquence d'enseignement et d'apprentissage, l'enseignant peut vérifier où se situent les élèves par rapport aux apprentissages prévus. Il est alors plus à même de mettre en œuvre les conditions propices à l'apprentissage et les mesures d'aide appropriées pour un groupe d'élèves ou un élève en particulier. En cours d'apprentissage, l'évaluation consiste à vérifier jusqu'à quel point l'intervention de l'enseignant produit les effets escomptés et à l'ajuster aux besoins de formation. Lorsqu'ils sont évalués dans une optique d'aide à l'apprentissage, les élèves profitent de diverses rétroactions leur permettant de réguler leurs apprentissages et ainsi d'être davantage disposés à effectuer ceux à venir.

La fonction de reconnaissance des apprentissages vise à rendre compte des apprentissages effectués. Cette fonction est exercée vers la fin d'une séquence, à la fin d'une étape ou au terme de l'année scolaire. Les élèves sont alors placés dans des situations diverses qui nécessitent la mise en œuvre des compétences, lesquelles sollicitent notamment des

connaissances et des habiletés intellectuelles. L'enseignant communique les résultats de l'évaluation selon les modalités prévues.

Compétence 1 Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada

Sens de la compétence

La caractérisation d'une période de l'histoire du Québec et du Canada repose sur la mise à distance du passé et l'établissement rigoureux des faits historiques. La pertinence des faits est variable selon qu'ils sont révélateurs ou non des particularités du parcours d'une nation, d'une société, d'un groupe. Les faits se rapportent à des périodes délimitées par des ruptures significatives. Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada, c'est en déterminer les éléments distinctifs, les lier et les décrire. Ces éléments constituent des faits historiques établis dans le temps et sur un territoire donné dont les éléments naturels permettent de comprendre l'occupation.

Les habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire s'acquièrent et se développent notamment par l'établissement des faits historiques. En accédant à des sources, en les datant et en établissant leur provenance, les élèves retracent les événements qui ont marqué l'histoire du Québec et du Canada. Ils constatent que la plupart présentent de multiples aspects à caractère culturel, économique, politique, social et territorial. Ils identifient des acteurs qui y ont participé ou des témoins qui en ont relaté le déroulement. Ils relèvent les actions et les paroles des personnages, des groupes, des gouvernements, etc., qui les ont menées ou formulées.

Le rapport au temps est de première importance dans l'étude de l'histoire. Les périodes historiques prescrites balisent l'établissement de la chronologie. Les dates constituent des repères, mais ne suffisent pas. En caractérisant une période de l'histoire du Québec et du Canada, les

élèves donnent forme à l'histoire en considérant l'antériorité et la postériorité des événements de manière à en établir la succession et ainsi à les situer dans leur contexte. Ce travail, préalable à l'analyse des changements et des continuités, révèle le caractère inattendu de certains événements, l'enchaînement des uns et la concomitance des autres. Le rapport au temps est déterminant pour l'analyse diachronique et synchronique qu'exigent parfois la caractérisation d'une période et l'interprétation d'une réalité sociale. Les élèves considèrent les durées en se donnant une juste représentation du temps.

L'histoire et la géographie sont deux disciplines à part entière. La première s'inscrivant dans un espace concret et précis, elle ne peut être appréhendée sans la prise en compte des éléments géographiques. En étudiant l'histoire, les élèves acquièrent et utilisent des connaissances relatives à la géographie pour situer dans l'espace les actions et les événements que leur révèle l'établissement des faits. Chaque fois que cela est nécessaire, les élèves déterminent les limites géopolitiques de territoires. Ils relèvent les traces de l'occupation d'un territoire ainsi que les éléments naturels qui permettent de la comprendre. Ils se réfèrent également à différentes échelles géographiques, l'établissement des faits les conduisant parfois à localiser d'autres territoires.

La caractérisation d'une période de l'histoire du Québec et du Canada permet d'établir le cadre dans lequel s'exerce l'interprétation d'une réalité sociale. L'essentiel de la présente compétence repose sur l'établissement

d'un ensemble d'éléments distinctifs que rassemble en un tout cohérent la description d'une partie ou de la totalité de la période étudiée. En caractérisant une période de l'histoire, les élèves établissent des faits de manière rigoureuse et les situent dans le temps et l'espace; ils lient entre eux plusieurs éléments pour décrire comment étaient les choses à cette époque.

Caractériser nécessite le recours aux sources et favorise le développement d'un ensemble d'habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire, particulièrement la conceptualisation, la comparaison et la synthèse. Les composantes de la compétence, résumées dans le schéma de la page suivante, ne constituent en rien un processus linéaire; elles sont sollicitées de manière dynamique et se combinent pour donner une meilleure vue d'ensemble des traits distinctifs d'une période de l'histoire du Québec et du Canada. Caractériser une période contribue au développement chez les élèves de la pensée historique, ce qui conséquemment les outille pour la délibération sur des enjeux actuels et la participation sociale.

L'évaluation des apprentissages porte sur l'acquisition de connaissances, sur la réalisation d'opérations intellectuelles, soit des savoir-faire qui se rapportent aux composantes des compétences, ainsi que sur la mise en œuvre des compétences. À partir de manifestations observables et mesurables, l'enseignant fonde son jugement sur les critères d'évaluation explicités dans le *Cadre d'évaluation des apprentissages – Histoire du Québec et du Canada*.

Compétence 1 et ses composantes

Établir des faits historiques

Retracer des événements • Considérer les aspects de société • Identifier des acteurs historiques et des témoins • Relever des actions et des paroles

Établir la chronologie

Se référer à des repères de temps
• Établir la succession des événements

**Caractériser une période
de l'histoire du Québec
et du Canada**

Considérer des éléments géographiques

Déterminer les limites du territoire
• Relever des éléments naturels du territoire • Relever des traces de l'occupation du territoire

Critères d'évaluation

- Maîtrise des connaissances
- Utilisation appropriée de connaissances
- Représentation cohérente d'une période de l'histoire du Québec et du Canada

Compétence 2 Interpréter une réalité sociale

Sens de la compétence

L'interprétation d'une réalité sociale repose sur la mise à distance du passé et fait appel à une méthode d'analyse critique, soit la méthode historique, et à la rigueur. Le recours à cette méthode constitue l'occasion d'acquérir ou de perfectionner les habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire. La méthode historique, dont la compétence à interpréter transpose les principes élémentaires, ne s'exerce pas à vide. Sa mise en œuvre fait appel à des apprentissages, notamment à des connaissances acquises en caractérisant la période, que les élèves utilisent dans d'autres contextes et approfondissent dans le travail d'interprétation. Interpréter une réalité sociale, c'est lui donner un sens et l'expliquer. Une réalité sociale intègre l'ensemble des aspects culturel, économique, politique, social et territorial. Une fois l'objet d'interprétation cerné s'amorce son analyse. Certaines considérations liées à la perspective historique permettront d'assurer la validité de l'interprétation.

De nombreuses préoccupations émergent de l'étude des particularités du parcours d'une nation, d'une société, d'un groupe. Les élèves cernent d'abord l'objet d'interprétation, la réalité sociale. En considérant l'ensemble des aspects de société, ils précisent les éléments pertinents du contexte sociohistorique québécois, canadien, nord-américain et mondial, soit les conditions qui avaient cours au moment où se sont déroulés les événements relatifs à la réalité sociale étudiée. Ils se questionnent, seuls ou à plusieurs, sur la conjugaison et l'interaction de ces conditions et des actions humaines. Ils entreprennent enfin l'analyse de la réalité sociale en formulant des explications provisoires, pertinentes

au regard du contenu historique, qu'ils chercheront à confirmer ou à infirmer tout au long du travail d'interprétation.

L'analyse de la réalité sociale est une composante essentielle de la compétence *Interpréter une réalité sociale*. Elle repose sur le regard critique porté par les élèves sur la réalité en question, selon l'intention d'étude évoquée par sa formulation. Lorsqu'ils analysent une réalité sociale, les élèves établissent des changements et des continuités relatifs à celle-ci. Ils cherchent à en circonscrire la durée. Ils déterminent les causes qui expliquent ces changements et ces continuités de même que les conséquences qu'ils entraînent. Toutes les causes n'ayant pas la même incidence et toutes les conséquences n'ayant pas la même portée, ils en établissent les effets réels à court, à moyen et à long terme ainsi que d'une période à l'autre, lorsque cela est nécessaire. Par ailleurs, pour chacun des groupes à l'étude ils constatent, selon différentes perspectives, que les changements comportent tantôt des avantages, tantôt des inconvénients.

Les changements sont le fruit de l'interaction entre des actions et les circonstances générales à un moment donné. Les actions et les circonstances doivent être relativisées puisqu'elles s'inscrivent dans un cadre de référence particulier, souvent loin des normes et des préoccupations contemporaines. Les élèves s'assurent de la validité de leur interprétation en se gardant autant que possible de toute forme de présentisme en adoptant une perspective historique. Pour ce faire, ils

évitent de transposer les réalités sociales du passé dans le présent et discernent les intentions des acteurs ainsi que les croyances et les valeurs qui sous-tendent leurs actions en les situant dans leur contexte historique respectif. Ils les infèrent des sources consultées ou s'appuient sur des interprétations de témoins ou d'historiens. Le fait de considérer plusieurs interprétations apporte un éclairage sur certains débats relatifs à l'interprétation des particularités du parcours de la société québécoise.

L'interprétation d'une réalité sociale permet de lui donner un sens et de l'expliquer. Elle repose sur la méthode historique, dont les composantes de la compétence constituent la transposition, et la rigueur. L'objet d'interprétation cerné, l'analyse de la réalité sociale, qu'elle porte sur des considérations générales ou particulières, amène les élèves à établir des changements et des continuités, leurs causes et leurs conséquences, et à assurer la validité de leur interprétation par la prise en compte du cadre de référence des auteurs des sources consultées et de différentes autres interprétations. L'interprétation conduit les élèves à expliquer pourquoi les choses étaient ainsi.

Interpréter nécessite le recours aux sources et favorise le développement d'un ensemble d'habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire, telles que la conceptualisation, l'analyse, la confrontation de diverses interprétations, la comparaison et la synthèse. Bien que la méthode historique présente les caractéristiques d'un processus linéaire, l'interprétation ne se réduit pas à une succession d'étapes. Les composantes de la compétence, résumées dans le schéma de la page suivante, se combinent pour favoriser l'interprétation de la réalité sociale, des changements qui l'ont marquée et des traces qu'ils ont laissées au cours des périodes suivantes. Interpréter une réalité sociale contribue au

développement chez les élèves de la pensée historique, les outillant conséquemment pour la délibération sur des enjeux actuels et la participation sociale.

L'évaluation des apprentissages porte sur l'acquisition de connaissances, sur la réalisation d'opérations intellectuelles, soit des savoir-faire qui se rapportent aux composantes des compétences, ainsi que sur la mise en œuvre des compétences. À partir de manifestations observables et mesurables, l'enseignant fonde son jugement sur les critères d'évaluation explicités dans le *Cadre d'évaluation des apprentissages – Histoire du Québec et du Canada*.

Compétence 2 et ses composantes

Cerner l'objet d'interprétation

Préciser des éléments du contexte

- Considérer les aspects de société
- Formuler des explications provisoires

Interpréter une réalité sociale

Analyser une réalité sociale

Établir des changements et des continuités • Déterminer des causes et des conséquences

Assurer la validité de son interprétation

Discerner des intentions, des valeurs et des croyances • Considérer différentes autres interprétations

Critères d'évaluation

- Maîtrise des connaissances
- Utilisation appropriée de connaissances
- Rigueur de l'interprétation

Contenu de formation

Le contenu de formation du programme d'histoire du Québec et du Canada, que synthétisent les tableaux présentés à l'annexe 2, a été conçu pour une durée de deux ans, à raison de cent heures par année, comme le précise le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. Il est organisé de façon chronologique. La troisième secondaire est consacrée à l'étude des périodes et des réalités sociales des origines à 1840, alors que la quatrième secondaire couvre celles de 1840 à nos jours. L'année 1840 constitue le point de bascule entre les deux années du programme en raison de l'importance des changements complexes qu'elle rappelle, cette date correspondant à l'émergence d'un État libéral moderne, à l'établissement d'un nouvel équilibre politique et au début de l'industrialisation, qui conduit à de profondes transformations socioculturelles.

Le contenu de formation, c'est-à-dire les périodes, les réalités sociales, les connaissances historiques et les concepts, est chaque fois mis en contexte dans des textes accompagnés de lignes du temps succinctes qui évoquent des circonstances, des acteurs et des événements parmi ceux auxquels fait référence la Précision des connaissances. Ces textes ne sont pas exhaustifs du point de vue de la caractérisation et de l'interprétation; ils servent à clarifier le contexte général dans lequel se succèdent les principaux événements et s'entremêlent les différents aspects de société. Ils constituent un guide pour l'enseignant, qui détermine les modalités à privilégier pour l'étude des périodes et des

réalités sociales par l'exercice des compétences. Ils sont suivis d'un schéma qui synthétise le contenu de formation.

Période de l'histoire du Québec et du Canada

La périodisation consiste à découper le temps pour faciliter l'étude de l'histoire. Une période, objet d'étude de la compétence *Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada*, est circonscrite à des tournants, soit à des événements marquants. La périodisation est construite; elle peut être sujette à débat ou différer selon le sujet étudié. Comme les faits n'ont pas la même importance et les événements n'ont pas la même signification pour tous, l'établissement de périodes historiques pour une nation, une société, un groupe repose sur la prise en compte des particularités de son parcours par rapport à l'ensemble des aspects de société.

La périodisation retenue pour le présent programme a été établie de manière à rendre intelligible l'étude de la singularisation de la société québécoise dans le contexte sociohistorique canadien, nord-américain et mondial. L'événement auquel fait référence l'année qui clôt une période constitue le point de départ pour l'étude de la période suivante, ce dernier étant indiqué au début de chaque ligne du temps. Seuls le début de la première période étudiée en troisième secondaire et la fin de la dernière période étudiée en quatrième secondaire ne constituent pas des tournants.

Réalité sociale

L'expression *réalité sociale* se rapporte à l'action humaine dans un contexte sociohistorique donné. Une réalité sociale, objet d'étude de la compétence *Interpréter une réalité sociale*, intègre tous les aspects de société : culturel, économique, politique, social et territorial. Les réalités sociales du programme sont des réalités sociales du passé. Chaque période de l'histoire du Québec et du Canada présente un ensemble de réalités sociales dont l'une est mise en évidence. Son choix repose sur l'importance des transformations qu'elle évoque au regard du parcours de la société québécoise et de la construction de l'identité de ses membres. Les réalités sociales sont présentées de manière chronologique. Chacune se rapporte à l'une des périodes historiques retenues dans le programme.

La formulation des réalités sociales énonce l'intention d'étude, les dimensions devant être prises en compte tout au long de l'analyse des changements, des continuités, de leurs causes et de leurs conséquences. Les textes de mise en contexte du contenu de formation précisent les formulations retenues qui suggèrent une problématisation des objets à interpréter. Les réalités sociales permettent de circonscrire l'interprétation aux particularités de l'histoire du Québec et du Canada, et facilitent la mise en œuvre des principes élémentaires de la méthode historique. Elles mettent en valeur l'interaction entre les différents aspects de société et favorisent l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale.

Connaissances historiques

Connaissances et compétences se renforcent mutuellement. Les connaissances historiques sont au cœur du développement des

compétences propres à la discipline. D'un côté, les connaissances se consolident à travers leur utilisation; de l'autre, la caractérisation et l'interprétation entraînent l'acquisition de connaissances. Cette acquisition de connaissances appelle des tâches qui vont au-delà de l'exercice ciblé et répétitif; elle n'est véritablement assurée que lorsque les connaissances sont utilisées de façon appropriée dans des contextes qui favorisent leur mise en relation et la prise en compte de leur complexité.

Les connaissances historiques précisées dans le programme consistent en un bagage de connaissances essentielles, établi dans les limites des savoirs actuels sur les sujets abordés dans le programme, que les élèves sont appelés à se constituer par la caractérisation d'une période de l'histoire du Québec et du Canada et l'interprétation d'une réalité sociale. Elles ne sont pas particulières à l'une ou l'autre des compétences et peuvent donc être utilisées au moment de la caractérisation ou de l'interprétation. Leur choix reposant sur les particularités de la période et de la réalité sociale étudiées, les connaissances ne sont pas répétées inutilement d'une période et d'une réalité sociale à l'autre si aucun changement significatif n'est survenu; l'étude des continuités requiert la prise en compte de connaissances relatives aux périodes et aux réalités sociales précédentes.

La richesse et la diversité des situations d'apprentissage et d'évaluation proposées aux élèves favorisent l'acquisition de l'ensemble des connaissances historiques. Celles-ci sont précisées dans les sections intitulées *Précision des connaissances*, qui suivent chacun des schémas de contenus. Les connaissances ne sont ni présentées de manière

chronologique ni hiérarchisées. Elles sont interreliées et couvrent l'ensemble des aspects de société.

Les précisions des connaissances sont ponctuées de connaissances relatives à la géographie. Celles-ci sont évoquées lorsqu'elles sont nécessaires à la caractérisation d'une période et à l'interprétation d'une réalité sociale donnée. Elles sont intégrées aux connaissances historiques puisqu'elles sont situées dans le temps.

Concepts

Un concept est une représentation mentale d'un objet de connaissance concret ou abstrait. Certains concepts ont un degré élevé de généralité : les élèves peuvent les appliquer à d'autres périodes ou réalités sociales que celles où leur construction a été privilégiée, de nouveaux attributs s'ajoutant alors. La conceptualisation commande le recours à un ensemble de stratégies et de connaissances. Le développement des concepts, que renforce la mise en œuvre des compétences, contribue de manière significative à l'instrumentation intellectuelle des élèves.

Les concepts forment une partie du bagage culturel commun aux différentes sociétés. Ils permettent l'appréhension d'un phénomène, la conceptualisation conduisant à la recherche sur le sens à y donner : ils ont une valeur descriptive plutôt que normative, puisque leur construction n'est jamais totalement achevée. Les élèves s'étant généralement construits une première représentation, même incomplète ou erronée, des concepts à construire, le travail de conceptualisation en classe vise à permettre le passage d'une idée préalable à un concept davantage formel et opératoire. L'analogie, le contre-exemple, la comparaison, l'inférence,

la déduction et l'induction sont au nombre des stratégies auxquelles l'enseignant et les élèves peuvent recourir.

L'étude de l'histoire conduit au développement d'une pluralité de concepts. Dans le programme d'histoire du Québec et du Canada, la construction d'un nombre minimal de concepts particuliers est prescrite. Ils constituent une base fondamentale mais non exclusive du développement de l'habileté à conceptualiser. Ils ont été choisis pour leur pertinence au regard des périodes et des réalités sociales, qu'ils contribuent par ailleurs à rendre intelligibles, et en fonction de la représentativité des aspects de société. Aux concepts particuliers s'ajoutent des concepts communs dont la compréhension facilite l'étude de l'histoire et qui sont travaillés dans l'ensemble des programmes du domaine de l'univers social. La conceptualisation est essentielle à la caractérisation et à l'interprétation; les concepts prescrits concernent tant la période que la réalité sociale.

Les concepts du programme ne font pas l'objet d'un énoncé particulier dans la précision des connaissances. Ils sont évoqués dans les textes de mise en contexte du contenu de formation et présentés dans chacun des schémas qui les suivent.

Repères culturels

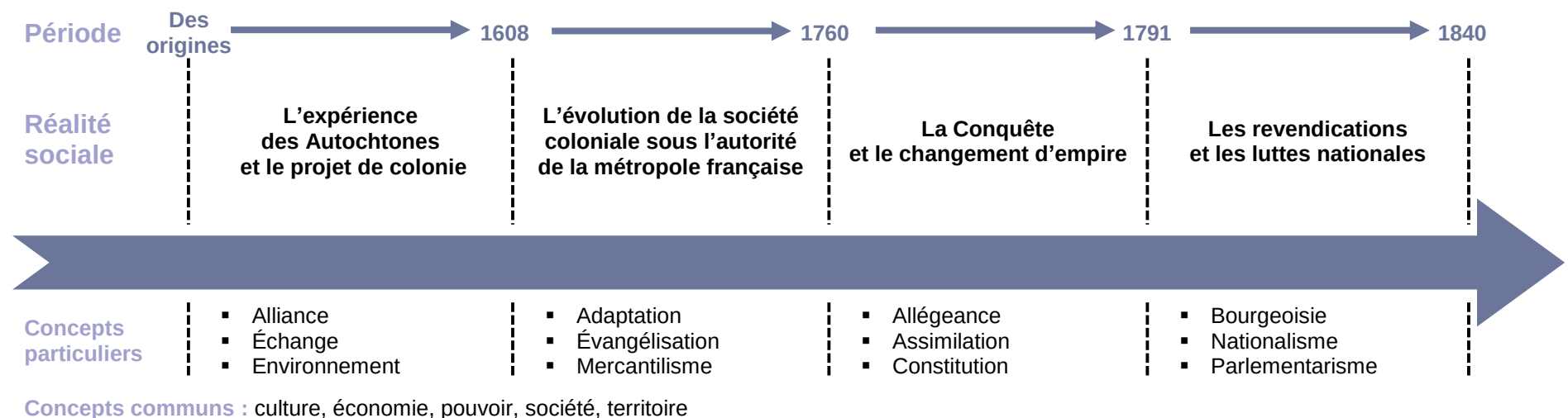
La culture concerne l'ensemble des phénomènes sociaux propres à une nation, à une société, à un groupe. Ces phénomènes ont trait notamment aux modes de vie, aux us et coutumes, aux valeurs et aux croyances, aux connaissances, aux réalisations, aux traditions et aux institutions à une époque donnée. La culture comporte un ensemble d'aspects : artistique, linguistique, territorial, sociologique, historique, etc.

Dans le cours d'histoire, les repères culturels peuvent prendre diverses formes, telles qu'un événement, un produit médiatique ou une infrastructure, pour autant que ces éléments permettent de porter un regard sur des phénomènes sociaux ou des tendances significatives. Ils peuvent aussi être un objet patrimonial, une référence territoriale, une réalisation artistique, une découverte scientifique, une personnalité, etc.

La nature même de la discipline fait de l'histoire un lieu d'apprentissage riche sur le plan culturel. Dans le cours d'histoire, l'exploitation de repères culturels apparaît d'emblée incontournable. Elle facilite notamment la conceptualisation ainsi que la comparaison synchronique et diachronique, et favorise la construction de l'identité des élèves. Le contenu de formation du programme d'histoire du Québec et du Canada est constitué d'autant de repères culturels dont l'apprentissage doit faire l'objet d'une planification.

Structure du programme – Troisième secondaire

Le schéma qui suit présente les périodes de l'histoire du Québec et du Canada ainsi que les réalités sociales étudiées en troisième secondaire et à partir desquelles se développent les compétences *Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada* et *Interpréter une réalité sociale*. Ce schéma offre une vue d'ensemble de la première année du programme. Les concepts particuliers, qui se rapportent à la période et à la réalité sociale concernées, ainsi que les concepts communs, qui découlent des aspects de société travaillés dans l'ensemble des programmes du domaine de l'univers social, y sont indiqués.



Des origines à 1608 L'expérience des Autochtones et le projet de colonie

Selon la thèse des migrations asiatiques et l'état des connaissances actuelles sur le sujet, il y a plusieurs millénaires, alors que le climat favorise l'accès au nord-ouest de l'Amérique, des peuples venus d'Asie à la suite de hordes d'animaux sauvages empruntent les passages terrestres libérés par les glaces pour rallier le centre et le sud du continent. Le nord-est de l'Amérique du Nord est ainsi peuplé environ 15 000 ans avant nos jours, à la faveur de températures plus clémentes. Les migrations se succèdent au fil des siècles.

Nomades à l'origine, certains groupes se sédentarisent progressivement une fois les conditions favorables réunies. La relation entretenue avec le milieu et les ressources du territoire conditionne le mode de vie des peuples autochtones. Ils vivent de chasse, de pêche, de cueillette et d'agriculture dans des proportions variables selon le territoire occupé. Au gré des saisons, ils puisent dans leur environnement ce dont ils ont besoin et font du commerce pour pallier les ressources dont ils ne disposent pas et entretenir leurs relations avec les autres peuples.

Le territoire québécois actuel est occupé, dans les années 1500, par des peuples qui ont leurs langues, leurs coutumes et leurs croyances propres. Alliés ou rivaux, ils s'organisent autour de structures politiques et sociales autonomes qui fondent leur mode de prise de décision. Bien qu'uniques, les Premières Nations et la nation inuite présentent certaines caractéristiques communes. Iroquoiens, Algonquiens et Inuits se partagent les ressources des Appalaches, de la vallée du Saint-Laurent et du Bouclier canadien. Tous entretiennent des rapports fondés sur la

réciprocité. Ils se perçoivent comme un élément parmi un vaste ensemble, dont la préservation de l'équilibre est au cœur de leur vision du monde; ils ne constituent pas la pièce maîtresse de leur environnement.

Le 16^e siècle voit les contacts entre Autochtones et Européens se multiplier. Les chasseurs basques et les pêcheurs normands et bretons, qui fréquentent les eaux et les rives de l'est du continent nord-américain, y découvrent quantité de mammifères marins et d'abondants bancs de poissons dont ils tireront profit des siècles durant. Au cours de leurs voyages, ils nouent avec les premiers occupants du territoire des relations qu'intensifient les tentatives de colonisation parrainées par la couronne française.

En quête de richesses, les explorateurs, Jacques Cartier en tête, usent de l'expérience des Autochtones pour tenter d'approprier un pays qui leur paraît immense et sauvage. Les perspectives contrastées des Européens et des Autochtones colorent les premiers contacts. À l'origine d'incompréhensions mutuelles, elles éclairent néanmoins leurs perceptions des avantages et des inconvénients de leurs rapports.

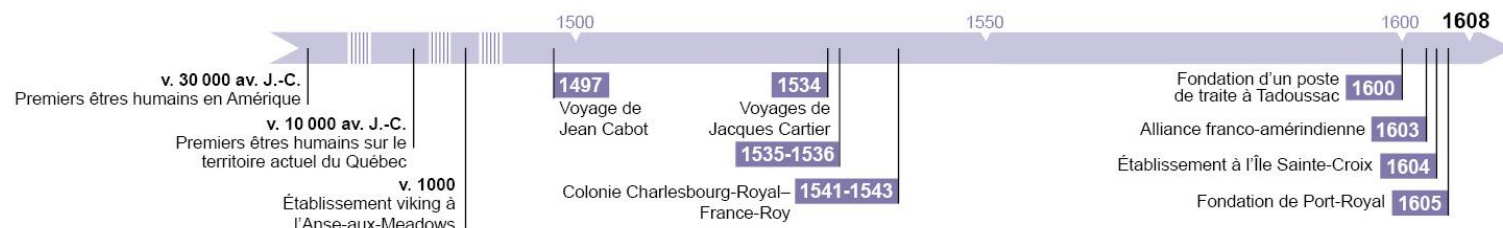
C'est sur le fondement des relations entre Autochtones et Européens que s'organise la colonisation française en Amérique. Les réseaux d'échanges des sociétés autochtones, leurs alliances et leur connaissance du territoire et de ses ressources constituent des atouts dont profitent les Français. Les événements de cette période de l'histoire

du Québec et du Canada jettent les bases de l'émergence d'une société française en Amérique.

La caractérisation de la période des origines à 1608 repose sur l'établissement et la mise en relation des éléments distinctifs qui en permettent la description. Elle conduit à l'établissement d'une chronologie cohérente révélant la succession des événements et nécessite la considération d'éléments géographiques utiles à leur compréhension. Elle révèle la perspective et l'apport des Autochtones et ceux des différents acteurs qui ont joué un rôle significatif dans le parcours de la société. Elle amène les élèves à lier entre elles plusieurs informations relatives aux différents aspects de société pour décrire comment étaient les choses à l'époque des premiers contacts entre Autochtones et Européens.

L'interprétation a pour objet *L'expérience des Autochtones et le projet de colonie*. Elle amène les élèves à expliquer comment les relations entre les peuples autochtones et leur connaissance du territoire ont contribué à l'exploitation de ses ressources par les Français ainsi qu'à leurs tentatives d'établissement.

La réalité sociale évoque le changement, les transformations; elle met en valeur l'interaction entre les aspects de société et favorise l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale. Le recours à une méthode d'analyse critique facilite l'analyse des changements et des continuités de même que celle des causes et des conséquences qui expliquent cette réalité. L'étude de la réalité sociale mène à la découverte de multiples perspectives dont la prise en compte permet d'assurer la validité de l'interprétation.





Précision des connaissances

Période

Réalité sociale

Des origines à 1608 L'expérience des Autochtones et le projet de colonie

Premiers occupants du territoire
a. Migrations à l'origine du peuplement du nord-est de l'Amérique
b. Familles linguistiques
c. Premières Nations et nation inuite
d. Territoire occupé
e. Modes de vie
Rapports sociaux chez les Autochtones
a. Structures matrilineaire et patrilineaire
b. Tradition chamanique
c. Éducation des enfants
d. Partage des biens
e. Tradition orale
f. Don et contre-don
Prise de décision chez les Autochtones
a. Désignation des chefs
b. Rôle des chefs et des aînés
Réseaux d'échange autochtones
a. Activités économiques
b. Échanges entre nations
c. Étendue des réseaux d'échange sur le continent
d. Utilisation des voies d'eau

Alliances et rivalités au sein des Premières Nations
a. Système d'alliances
b. Objets de rivalité
c. Guerres
d. Sort des prisonniers
Premiers contacts
a. Conjoncture européenne
b. Explorations européennes en Amérique
c. Pêcheries européennes et chasse à la baleine
d. Produits échangés entre des Autochtones et des Européens
e. Perspective des Autochtones
Exploration et occupation du territoire par les Français
a. Premiers voyages de Jacques Cartier
b. Colonie de peuplement sur le cap Rouge
c. Autres tentatives de colonisation par la France dans le nord-est de l'Amérique
d. Alliance franco-amérindienne de 1603

1608-1760 L'évolution de la société coloniale sous l'autorité de la métropole française

La fin des guerres de religion qu'officialise l'édit de Nantes rétablit l'ordre social en France. La couronne, momentanément délestée des luttes intestines, remet la colonisation de l'Amérique du Nord à l'ordre du jour. Le roi concède le monopole du commerce des fourrures à des compagnies. L'installation de sujets français en Nouvelle-France apparaît essentielle à l'essor de la France. Tandis qu'à Tadoussac, où les Français ont scellé une première alliance avec des nations autochtones en 1603, les seuls besoins de la traite sont priorités, l'habitation de Port-Royal en Acadie accueille en 1605 quelque 80 colons. Il faut toutefois attendre la fondation de Québec en 1608 par Samuel de Champlain pour qu'un premier établissement permanent voie le jour en Nouvelle-France.

La prospérité de la colonie est tributaire de son développement économique et social ainsi que de la politique mercantile de la métropole. Champlain s'allie, entre autres, aux Algonquins, aux Innus (Montagnais) et aux Hurons-Wendats (Hurons), dont la connaissance du territoire favorise l'expansion économique et territoriale du commerce des fourrures et l'adaptation des colons. Les compagnies se succèdent à la tête de la colonie; l'économie est polarisée et la population croît lentement.

Les structures administratives, qui s'édifient d'abord dans les villes, et les structures sociales européennes sont reproduites, puis adaptées au contexte de la Nouvelle-France. Le régime seigneurial, qui organise la distribution et l'occupation du sol, marque les liens entre les colons et les élites. Les communautés religieuses sont à l'œuvre. Récollets, Jésuites

et Ursulines évangélisent des Autochtones et se chargent de l'encadrement des colons. Des hôpitaux sont fondés et des écoles sont érigées, particulièrement par des congrégations féminines. Graduellement, d'une génération à l'autre, les coloniaux se distancient de la métropole. Leur réalité impose l'adoption d'habitudes de vie compatibles avec le milieu; la société en émergence se singularise. Les habitants s'adaptent au territoire, notamment en empruntant aux Autochtones des objets et des habitudes alimentaires. Dans les échanges, chacun fait valoir ses intérêts, parfois au détriment de l'autre. Alors que se développe la colonie, certaines populations autochtones se fragilisent, notamment en proie aux épidémies et aux guerres.

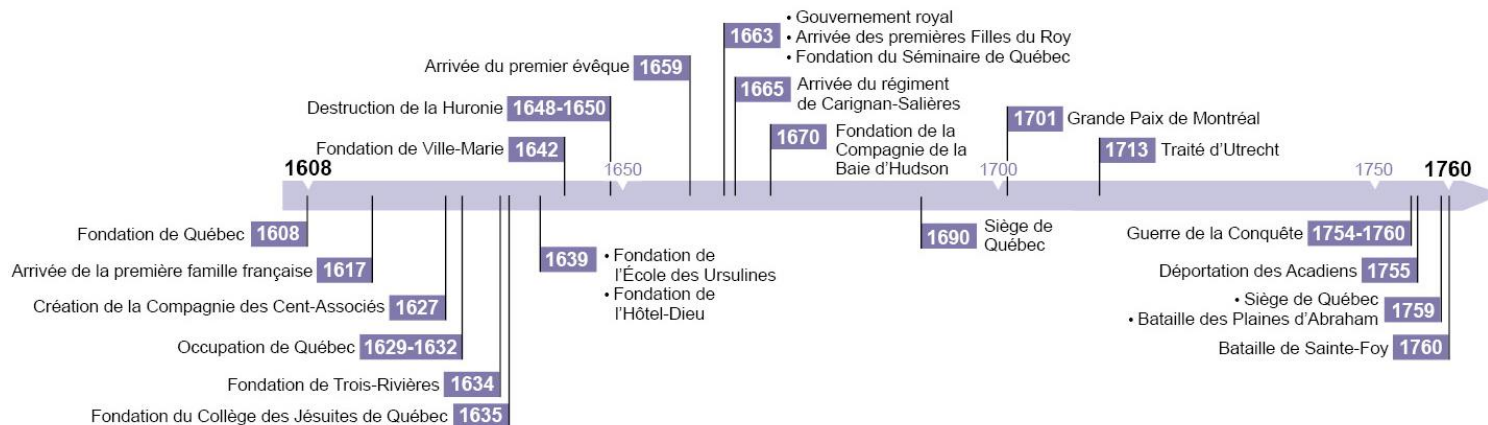
L'instauration du Gouvernement royal en 1663 marque un tournant. En faisant de la Nouvelle-France une colonie royale, Louis XIV entreprend sa réorganisation judiciaire et politique, la dotant, entre autres, d'un conseil souverain. Alors que le gouverneur commande l'armée et se charge de la diplomatie avec les Premières Nations, l'intendant met en place un ensemble de mesures avalisées par la métropole pour dynamiser l'économie et régir la vie civile des habitants. Arrivé en 1665, Jean Talon, premier intendant en Nouvelle-France, développe le commerce et l'industrie, et favorise la croissance de la production agricole. Il contribue à l'adoption et à l'application de politiques démographiques qui, bien que temporaires, auront des répercussions sur l'accroissement naturel de la population, certaines de ces politiques ayant mené notamment à l'arrivée d'un grand nombre de femmes.

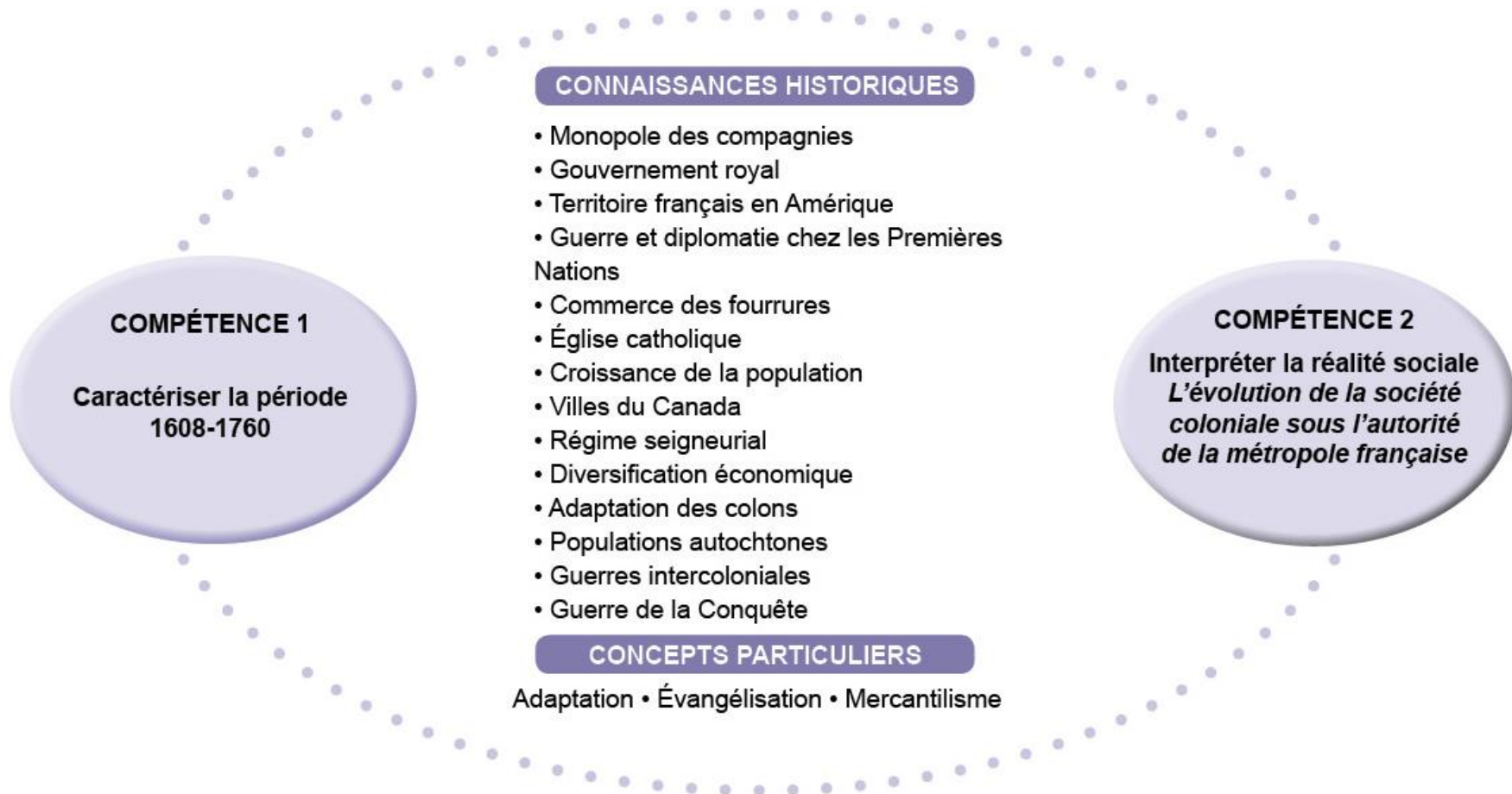
Le territoire nord-américain est vaste et ses ressources sont convoitées. Leur exploitation est l'objet d'hostilités répétées opposant, entre autres, les Iroquois à d'autres habitants de la colonie. La France et la Grande-Bretagne tentent d'imposer leur suprématie sur le continent, comme ailleurs en Europe, aux Indes et aux Antilles. La Nouvelle-France est l'objet de rivalités qui redéfinissent ses frontières et influencent les décisions la concernant. Les guerres intercoloniales jalonnent la marche vers la conquête de la Nouvelle-France par la Grande-Bretagne. Les affrontements entre les sujets britanniques, les sujets français et leurs alliés autochtones sur le territoire de l'Ohio, où s'amorce la guerre de Sept Ans, s'étendent aux territoires disputés du nord-est avant de se transporter à Québec, qu'un important siège et la bataille des Plaines d'Abraham feront tomber aux mains des Britanniques.

La caractérisation de la période 1608-1760 repose sur l'établissement et la mise en relation des éléments distinctifs qui en permettent la description. Elle conduit à l'établissement d'une chronologie cohérente révélant la succession des événements et nécessite la considération

d'éléments géographiques utiles à leur compréhension. Elle révèle la perspective et l'apport des différents acteurs qui ont joué un rôle significatif dans le parcours de la société. Elle amène les élèves à lier entre elles plusieurs informations relatives aux différents aspects de société pour décrire comment étaient les choses à l'époque de la Nouvelle-France.

L'interprétation a pour objet *L'évolution de la société coloniale sous l'autorité de la métropole française*. Elle amène les élèves à expliquer les relations entre la société coloniale et la France. La réalité sociale évoque le changement, les transformations; elle met en valeur l'interaction entre les aspects de société et favorise l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale. Le recours à une méthode d'analyse critique facilite l'analyse des changements et des continuités de même que celle des causes et des conséquences qui expliquent cette réalité. L'étude de la réalité sociale mène à la découverte de multiples perspectives dont la prise en compte permet d'assurer la validité de l'interprétation.





Précision des connaissances

Période

Réalité sociale

1608-1760

L'évolution de la société coloniale sous l'autorité de la métropole française

Monopole des compagnies
a. Privilèges et obligations des compagnies
b. Mercantilisme
c. Premiers gouverneurs
Gouvernement royal
a. Absolutisme de droit divin
b. Secrétaire d'État à la marine
c. Gouverneur
d. Organisation militaire
e. Intendant
f. Conseil souverain
Territoire français en Amérique
a. Premiers établissements dans la vallée du Saint-Laurent
b. Territoire de pêche
c. Territoire revendiqué
d. Territoire occupé
e. Possessions britanniques
f. Traité de Saint-Germain-en-Laye (1632)
Guerre et diplomatie chez les Premières Nations
a. Alliances avec les Européens
b. Guerres iroquoises
c. Grande Paix de Montréal

Commerce des fourrures
a. Exploitation de la ressource
b. Exploration du territoire
c. Rôle des agents
d. Congé de traite
Église catholique
a. Communautés religieuses
b. Évangélisation des Autochtones
c. Services sociaux et soins de santé
d. Rôle de l'évêque
e. Encadrement des colons
f. Établissement de paroisses
Croissance de la population
a. Origines sociales et géographiques des immigrants
b. Politique de peuplement
c. Filles du Roy
d. Accroissement naturel
Villes du Canada
a. Occupation du sol
b. Population urbaine
c. Esclavage
d. Centre administratif et culturel
e. Place publique

Régime seigneurial
a. Organisation sociale
b. Organisation territoriale
c. Diversité sociale des seigneurs
d. Vie quotidienne
Diversification économique
a. Obstacles à la diversification de l'économie
b. Mesures des intendants
c. Activités agricoles
d. Activités artisanales
e. Commerce triangulaire
Adaptation des colons
a. Empreinte culturelle européenne
b. Éloignement géographique de la métropole
c. Acclimatation
d. Relations avec des Autochtones
Populations autochtones
a. Domiciliés
b. Acculturation
c. Métissage
d. Choc microbien
Guerres intercoloniales
a. Empires coloniaux
b. Objets des rivalités coloniales
c. Rapports de force
d. Traité d'Utrecht
e. Guerre de Sept Ans

Guerre de la Conquête
a. Affrontements en Ohio
b. Déportation des Acadiens
c. Prise de Louisbourg
d. Avancées britanniques dans la vallée du Saint-Laurent
e. Siège de Québec
f. Bataille des Plaines d'Abraham
g. Bataille de Sainte-Foy
h. Milice canadienne

1760-1791 La Conquête et le changement d'empire

L'armée britannique s'empare officiellement de la ville de Québec cinq jours après la bataille des Plaines d'Abraham en 1759. Montréal, où se sont repliées les troupes françaises, capitule l'année suivante devant l'imposant déploiement militaire ennemi. Les Britanniques contrôlent une importante partie du territoire de la Nouvelle-France, dévastée par plusieurs années de guerre au détriment des populations, exténuées. Alors que la guerre entre les métropoles se poursuit sur d'autres fronts, une transition s'amorce dans la colonie avec l'instauration du régime militaire.

En vertu des traités de capitulation de 1759 et de 1760, les structures sociales et administratives développées sous l'égide française ne sont pas systématiquement réprimées. Les nouveaux administrateurs adoptent néanmoins un ensemble de mesures pour assurer le fonctionnement de la colonie. Le sort de la population dépend de la conclusion de la guerre de Sept Ans. Il est scellé en 1763 par le traité de Paris et la Proclamation royale, qui dote la nouvelle colonie britannique d'une première constitution. Le territoire de la Province de Québec, confiné à la vallée du Saint-Laurent, est désormais la possession de la couronne britannique. La Proclamation royale, par ailleurs, estompe la révolte de certaines nations autochtones, à qui un vaste territoire est réservé à l'ouest et au nord des colonies britanniques. En 1764, l'administration militaire est remplacée par un gouvernement civil, et l'imposition des lois civiles et criminelles anglaises est prévue.

Les intentions des autorités métropolitaines sont claires. L'assimilation graduelle des nouveaux sujets à la culture britannique est souhaitable. Les premiers gouverneurs se montrent toutefois conciliants envers les Canadiens, essentiellement des ruraux, qui représentent la vaste majorité de la population coloniale. Le caractère français et catholique de la colonie, dénoncé par les marchands britanniques, est au cœur des concessions octroyées par James Murray et son successeur, Guy Carleton. Alors que les différends s'accumulent entre la Grande-Bretagne et les Treize colonies, les Britanniques maintiennent un calme relatif dans la Province de Québec, entre autres en sanctionnant l'Acte de Québec en 1774, puis en contrant l'invasion américaine.

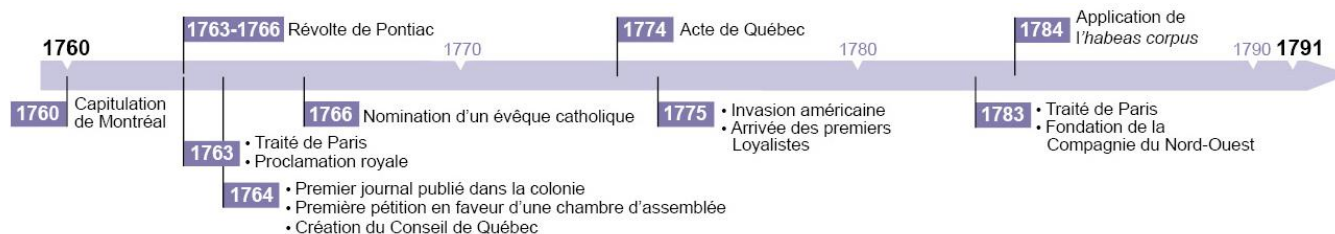
Dans la Province de Québec, qu'a désertée une partie de l'élite politique et économique de l'ancienne colonie française à la suite de la capitulation de Montréal, la haute administration est essentiellement l'affaire des Britanniques. Les marchands écossais dominent l'économie coloniale, dont le commerce des fourrures est toujours le principal pôle. Les nouveaux capitaux favorisent le redressement de l'économie, à laquelle contribuent les Canadiens et les Autochtones à différents égards. La gestion de la colonie est sous la responsabilité du gouverneur et de conseillers loyaux à la couronne britannique; les Canadiens souhaitant accéder à des postes administratifs doivent prêter allégeance à cette dernière. La pratique de la religion catholique est dominante en dépit des instructions royales qui prônent l'établissement de l'Église anglicane. Les quelques écoles catholiques côtoient un nombre croissant d'écoles protestantes.

Le clergé et les seigneurs canadiens s'accommodent des politiques des premiers gouverneurs et, plus tard, de celles de la couronne, pendant que la nouvelle bourgeoisie professionnelle canadienne et certains marchands britanniques manifestent leur insatisfaction à l'égard de la gouvernance de la colonie. Les Loyalistes, qui arrivent dans la province à la suite de la déclaration d'indépendance des États-Unis, ajoutent, entre autres, leur voix aux doléances portant sur les problèmes constitutionnels. Les conjonctures politiques et démographiques, les revendications de certains membres influents de la colonie ainsi que les nombreuses pétitions acheminées à Londres contribuent à l'adoption de l'Acte constitutionnel, qui divise la Province de Québec en deux, et à l'octroi d'une assemblée législative.

La caractérisation de la période 1760-1791 repose sur l'établissement et la mise en relation des éléments distinctifs qui en permettent la description. Elle conduit à l'établissement d'une chronologie cohérente révélant la succession des événements et nécessite la considération d'éléments géographiques utiles à leur compréhension. Elle révèle la perspective et l'apport des différents acteurs qui ont joué un rôle significatif dans le parcours de la société.

Elle amène les élèves à lier entre elles plusieurs informations relatives aux différents aspects de société pour décrire comment étaient les choses à l'époque de la Province de Québec avant l'adoption de l'Acte constitutionnel.

L'interprétation a pour objet *La Conquête et le changement d'empire*. Elle amène les élèves à expliquer comment le changement d'empire a marqué la société coloniale. La réalité sociale évoque le changement, les transformations; elle met en valeur l'interaction entre les aspects de société et favorise l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale. Le recours à une méthode d'analyse critique facilite l'analyse des changements et des continuités de même que celle des causes et des conséquences qui expliquent cette réalité. L'étude de la réalité sociale mène à la découverte de multiples perspectives dont la prise en compte permet d'assurer la validité de l'interprétation.





Précision des connaissances

Période

Réalité sociale

1760-1791

La Conquête et le changement d'empire

Régime militaire
a. Capitulation de Montréal
b. Émigration de Canadiens
c. Reconstruction de la colonie
d. Administration militaire de la colonie
e. Conditions imposées aux Canadiens
Proclamation royale
a. Traité de Paris (1763)
b. Structures politiques, juridiques et administratives
c. Territoire de la Province de Québec
d. Droits territoriaux des Indiens
e. Autres colonies britanniques en Amérique du Nord
Statut des Indiens
a. Révolte de Pontiac
b. Département des Affaires indiennes
c. Revendications des Premières Nations
Instructions au gouverneur Murray
a. Instauration du gouvernement civil
b. Assimilation des Canadiens
c. Serment du Test
d. Concessions accordées aux Canadiens

Mouvements de revendication
a. Groupes d'influence
b. Objets des pétitions
Acte de Québec
a. Religion et droits civils
b. Pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire
c. Rôle du gouverneur
d. Réactions des différents groupes
e. Territoire de la Province de Québec
Invasion américaine
a. Lois intolérables ou <i>Coercive Acts</i>
b. Lettres aux Canadiens
c. Occupation de Montréal et siège de Québec
d. Déclaration d'indépendance des États-Unis
e. Territoire de la Province de Québec et des États-Unis à la suite de l'adoption du traité de Paris (1783)
f. Migration de populations autochtones
Loyalistes
a. Conditions de vie des migrants
b. Établissement des colons

Économie coloniale
a. Politique économique britannique
b. Contrôle des marchands britanniques
c. Commerce des fourrures
d. Production agricole
e. Pêche
Situation sociodémographique
a. Immigration britannique
b. Réfugiés acadiens
c. Composition de la population
d. Usage de la langue française
e. Accroissement naturel des Canadiens
f. Bourgeoisie professionnelle canadienne
Église catholique
a. Clergé
b. Communautés religieuses
c. Écoles
d. Hôpitaux
Église anglicane
a. Lieux de culte
b. Écoles

1791-1840 Les revendications et les luttes nationales

Les appels répétés à la métropole provenant de la Province de Québec quant à sa situation sociopolitique s'intensifient dans les années 1780, entre autres avec l'arrivée des Loyalistes. Parmi les demandes, parfois contradictoires, qui sont formulées, l'octroi d'une chambre d'assemblée rallie de plus en plus d'adeptes chez les francophones et les anglophones. Londres modifie la constitution de la colonie en 1791 en adoptant l'Acte constitutionnel, qui institue le parlementarisme représentatif, le droit de vote étant accordé aux hommes et aux femmes selon certaines conditions. Le Bas-Canada et le Haut-Canada sont formés, une assemblée législative s'ajoute pour chacune des deux colonies à la structure politique existante et les principaux acquis de l'Acte de Québec sont préservés.

L'Acte constitutionnel conduit à une division territoriale, juridique, ethnique et linguistique de la colonie. Largement majoritaires à l'ouest de la rivière des Outaouais, les anglophones sont minoritaires au Bas-Canada, essentiellement concentrés dans les villes de Montréal, de William-Henry (Sorel) et de Québec. Au 19^e siècle, la dualité linguistique s'accroît. Les idées souvent opposées de la bourgeoisie professionnelle canadienne et de la bourgeoisie marchande anglophone sont diffusées par la presse. Les dissensions politiques nourrissent le nationalisme canadien qu'amplifient les conditions socioéconomiques qui ont cours.

La population du Bas-Canada croît au rythme des nombreuses naissances chez les Canadiens et de l'immigration. La majorité des

nouveaux arrivants proviennent des îles britanniques, souvent d'Irlande, et leur immigration se déroule généralement dans des conditions difficiles. Plusieurs s'installent en ville, convoitant les emplois non spécialisés de l'industrie naissante que stimule la disponibilité de capitaux. L'économie locale, à laquelle concourent majoritairement les francophones, est essentiellement agricole. De nouvelles terres, dont le septième est réservé à l'Église anglicane, sont concédées selon le système des cantons, désormais privilégié. La demande de la Grande-Bretagne pour le blé canadien est de plus en plus importante. Au tournant du siècle, la production est en hausse. Jusqu'à la crise des années 1830, malgré les disparités, les conditions de vie des agriculteurs s'améliorent. Durant la saison morte et au-delà de celle-ci, alors que les femmes organisent la vie de famille et s'occupent de la ferme, les hommes sont de plus en plus nombreux à travailler au profit du commerce du bois. Dans le contexte du blocus continental de Napoléon, le développement de ce commerce accentue l'intégration graduelle de l'économie coloniale à l'économie britannique. Avec la morue, la fourrure constitue encore un des principaux produits échangés. Son commerce décline toutefois graduellement, tout comme la participation des Autochtones aux activités économiques.

La première campagne électorale du Bas-Canada s'amorce au printemps 1792. La Chambre d'assemblée est le théâtre des premiers débats entre les députés dont les intérêts convergent vers le Parti canadien, qui est majoritaire, et les députés liés à la classe marchande britannique. Outre les questions linguistiques et économiques, les faibles

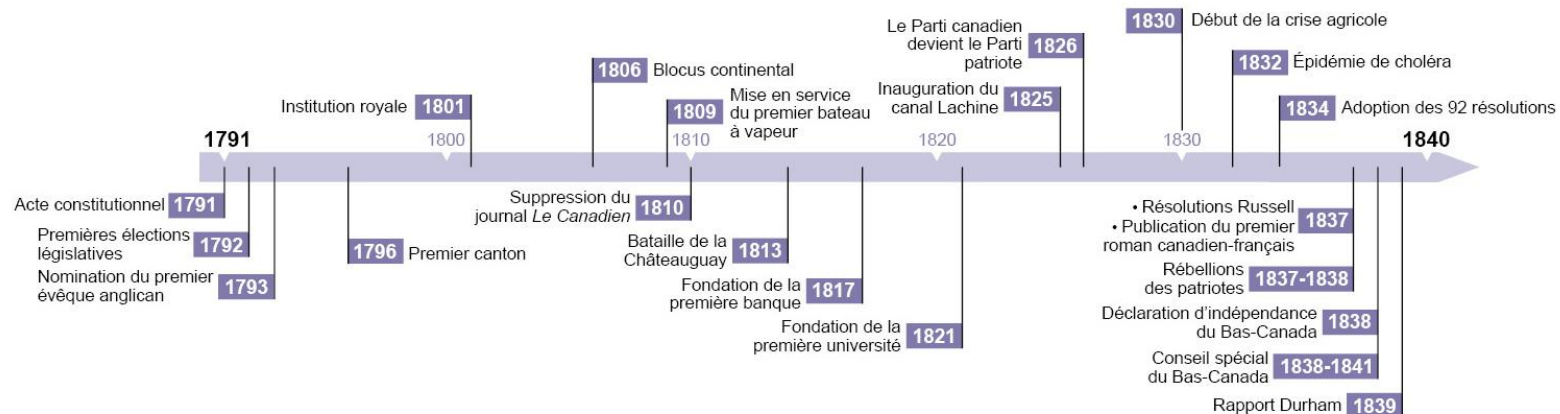
pouvoirs de la Chambre et l'efficacité de l'exercice démocratique accentuent les tensions, exacerbées sous l'administration du gouverneur James Craig. Le gouverneur dispose alors d'une vaste autorité et les conseils sont non élus. La Chambre réclame le contrôle des actions du gouvernement colonial.

Inspirés par les mouvements nationaux et libéraux qui ont cours en Europe et le mouvement de décolonisation en Amérique latine, la majorité parlementaire accentue la pression sur la métropole. En 1826, le Parti canadien, dirigé par Louis-Joseph Papineau, devient le Parti patriote. Il profite, tout en y contribuant, de la montée du nationalisme canadien. À la suite de la présentation des résolutions Russell, que Londres offre en réponse aux 92 résolutions adoptées par les députés du Bas-Canada, des assemblées populaires sont tenues. Des appels à la mobilisation sont lancés et des boycottages sont organisés. Le discours des élites religieuses catholiques, qui comme au cours de la guerre anglo-américaine se rangent derrière les autorités britanniques, contraste avec la volonté des patriotes et celle de certains curés de paroisses. Des affrontements entre organisations paramilitaires ont lieu à Montréal. Des

mandats d'arrêt sont lancés et les chefs patriotes sont arrêtés ou choisissent de s'exiler alors qu'éclate la révolte armée. La victoire des patriotes à Saint-Denis ne laisse pas augurer la suite des choses, les défaites s'accumulant tant au Bas-Canada qu'au Haut-Canada. Les rébellions de 1837 et de 1838 sont matées, des centaines d'individus sont appréhendés, certains sont condamnés à l'exil et d'autres sont exécutés.

Lord Durham est envoyé par Londres pour enquêter. Il prend la mesure des effets qu'ont engendrés le refus d'accorder la responsabilité ministérielle à la Chambre d'assemblée et la concentration des pouvoirs entre les mains de la « clique du Château » ou du *Family Compact*. De plus, il constate la « crise raciale » qui divise la colonie du Bas-Canada. L'union des deux Canada, avec comme objectif l'assimilation des Canadiens, est recommandée.

La caractérisation de la période 1791-1840 repose sur l'établissement et la mise en relation des éléments distinctifs qui en permettent la description. Elle conduit à l'établissement d'une chronologie cohérente révélant la succession des événements et nécessite la considération d'éléments géographiques utiles à leur compréhension. Elle révèle la



perspective et l'apport des différents acteurs qui ont joué un rôle significatif dans le parcours de la société. Elle amène les élèves à lier entre elles plusieurs informations relatives aux différents aspects de société pour décrire comment étaient les choses au Bas-Canada avant l'adoption de l'Acte d'Union.

L'interprétation a pour objet *Les revendications et les luttes nationales*. Elle amène les élèves à expliquer la montée du nationalisme dans une colonie en quête d'autonomie politique. La réalité sociale évoque le changement, les transformations; elle met en valeur l'interaction entre les aspects de société et favorise l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale. Le recours à une méthode d'analyse critique facilite l'analyse des changements et des continuités de même que celle des causes et des conséquences qui expliquent cette réalité. L'étude de la réalité sociale mène à la découverte de multiples perspectives dont la prise en compte permet d'assurer la validité de l'interprétation.



Précision des connaissances

Période

Réalité sociale

1791-1840

Les revendications et les luttes nationales

Acte constitutionnel
a. Chambre d'assemblée et Conseil législatif
b. Gouverneur et Conseil exécutif
c. Droit de vote et d'éligibilité des hommes et des femmes
d. Territoires du Bas-Canada et du Haut-Canada
Débats parlementaires
a. Autorité du gouverneur
b. Sujets débattus à la Chambre d'assemblée
c. Partis politiques
Nationalismes
a. Dualité linguistique
b. Nationalisme britannique
c. Nationalisme canadien
Idées libérales et républicaines
a. Mouvement occidental de libération nationale
b. Libéralisme politique
c. Républicanisme
d. Presse écrite

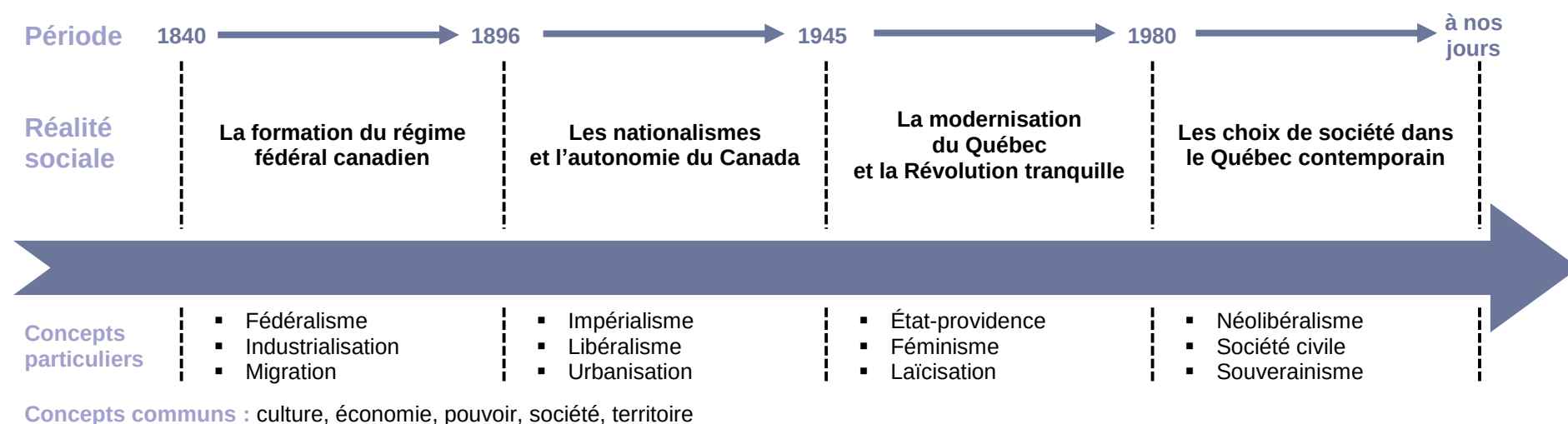
Population
a. Composition de la population du Bas-Canada et du Haut-Canada
b. Accroissement de la population du Bas-Canada et du Haut-Canada
c. Groupes sociaux
d. Agents des Indiens
e. Abolition de l'esclavage
Soulèvements de 1837-1838
a. Les 92 résolutions
b. Les résolutions Russell
c. Assemblées populaires
d. Mesures de répression prises par l'État colonial
e. Haut et bas clergés catholiques
f. Conflit armé
g. Déclaration d'indépendance du Bas-Canada
h. Suspension de la constitution
i. Rébellions au Haut-Canada
Capitaux et infrastructures
a. Création des banques
b. Construction de routes et de ponts
c. Construction de canaux
d. Construction de chemins de fer

Agriculture
a. Organisation du territoire
b. <i>Corn Laws</i>
c. Culture intensive du blé
d. Crise des années 1830
Commerce des fourrures
a. Expansion des territoires exploités
b. Marché de la fourrure
c. Fusion des compagnies
Commerce du bois
a. Tarifs préférentiels
b. Blocus continental
c. Transformation du bois
d. Construction navale
e. Métiers
f. Territoires exploités
Mouvements migratoires
a. Conditions sociales et économiques en Grande-Bretagne
b. Épidémies et quarantaine
c. Lieux d'établissement des immigrants
d. Émigration vers les États-Unis
e. Migration vers les villes
f. Régions de colonisation
Guerre anglo-américaine de 1812
a. Alliance avec des Premières Nations
b. Église catholique
c. Participation des Canadiens

Église anglicane
a. Diocèse de Québec
b. Participation de l'évêque aux conseils
c. Réserves du clergé
d. Écoles publiques gratuites
Rapport Durham
a. Exercice du pouvoir
b. Crise raciale
c. Union des deux Canada
d. Assimilation des Canadiens
e. Responsabilité ministérielle

Structure du programme – Quatrième secondaire

Le schéma qui suit présente les périodes de l'histoire du Québec et du Canada ainsi que les réalités sociales étudiées en quatrième secondaire et à partir desquelles se développent les compétences *Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada* et *Interpréter une réalité sociale*. Ce schéma offre une vue d'ensemble de la deuxième année du programme. Les concepts particuliers, qui se rapportent à la période et à la réalité sociale concernées, ainsi que les concepts communs, qui découlent des aspects de société travaillés dans l'ensemble des programmes du domaine de l'univers social, y sont indiqués.



1840-1896 La formation du régime fédéral canadien

La coexistence de deux nations au Bas-Canada et la privation d'un gouvernement responsable dans les deux colonies formées sous l'Acte constitutionnel sont, selon Lord Durham, à l'origine de tensions ethnolinguistiques et politiques. Londres réagit promptement à la publication du *Rapport sur les affaires de l'Amérique septentrionale britannique*. En 1840, l'union des colonies du Bas-Canada et du Haut-Canada est réalisée.

Le sentiment d'appartenance à la nation canadienne, développé au début du 19^e siècle, est éprouvé par l'Acte d'Union, qui vise l'assimilation du Canada français, dont le poids politique décroît. Dans la nouvelle assemblée législative, le Bas-Canada est représenté par 42 députés, autant que le Haut-Canada, moins peuplé. L'anglais est la langue officielle au parlement et la dette élevée du Haut-Canada est reportée dans le budget de la Province du Canada. L'échec des rébellions, le renouvellement de la classe politique et l'influence accrue de l'Église catholique, notamment, tempèrent l'exacerbation des Canadiens français.

Les relations économiques entre la métropole et la colonie sont en mutation. Progressivement, Londres abandonne ses tarifs préférentiels au profit du libre-échange et laisse à la colonie l'initiative de son développement économique. Des liens commerciaux plus étroits se tissent avec les États-Unis. L'accumulation de capitaux, par des marchands de Montréal et de Québec, essentiellement d'origine britannique, le développement des réseaux de transport ferroviaire et

fluvial ainsi que les progrès techniques favorisent, entre autres, une première phase d'industrialisation dans la vallée du Saint-Laurent. Des manufactures s'établissent et la production se mécanise.

Des villes croissent, d'autres naissent. L'urbanisation s'accélère, tandis que le développement des services publics et d'hygiène peine pour suivre le pas. Un irrémédiable processus de prolétarianisation est amorcé. Les citadins, dont de nouveaux venus issus de milieux ruraux ou de l'immigration européenne, toujours en hausse, grossissent les rangs des travailleurs peu qualifiés exécutant des tâches de plus en plus répétitives. L'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché, dont font les frais, entre autres, femmes et enfants, maximise les profits de la bourgeoisie d'affaires. Les difficiles conditions de travail des classes populaires conduisent à des grèves qu'encouragent des syndicats qui comptent un nombre croissant de membres.

La situation socioéconomique d'un grand nombre de familles est précaire. La recherche d'emploi conduit à une émigration sans précédent de Canadiens français vers les États-Unis, mouvement que les autorités religieuses et civiles tentent d'endiguer, notamment en ouvrant de nouvelles régions de colonisation, et ce, souvent en empiétant sur des territoires occupés par des Autochtones. Les familles qui s'y installent s'adonnent, là comme ailleurs en région, à une agriculture de subsistance et à un travail pour une industrie forestière en croissance, pendant qu'à proximité des villes et des villages une agriculture de marché se développe.

L'Église catholique s'impose désormais comme principal acteur dans la préservation des droits et de l'identité de la population canadienne-française, dont certaines manifestations socioculturelles sont par ailleurs le reflet. Les effectifs religieux sont gonflés par une ferveur nouvelle et l'arrivée d'un grand nombre de communautés en provenance de France. Déjà responsables des hôpitaux et des écoles, prêtres, sœurs et frères animent et soutiennent la majorité des institutions sociales auxquelles contribuent aussi les femmes de la bourgeoisie. Les élites religieuses catholiques s'appuient sur un nationalisme de survivance et profitent du mouvement ultramontain pour faire la promotion d'une Église influente dont les valeurs conservatrices se trouvent en opposition avec les valeurs libérales, notamment défendues par l'Institut canadien. À travers ces clivages idéologiques, la place des femmes, exclues de la sphère politique dans la seconde moitié du 19^e siècle, est de plus en plus sujette à des remises en question.

L'approche des successeurs de Papineau repose sur la participation active du Bas-Canada aux affaires de la colonie. L'alliance réformiste de Louis-Hippolyte LaFontaine et de Robert Baldwin conduit ultimement à l'application, en 1848, de la responsabilité ministérielle. Le *bill* des indemnités, adopté sous l'égide de ce principe démocratique, amplifie la grogne entre les tories et les réformistes. Les troubles de 1849 sont suivis d'une ère d'instabilité politique dans la décennie 1850. Celle-ci n'est calmée qu'en 1867, année charnière de l'histoire du Québec et du Canada, une fois l'Acte de l'Amérique du Nord britannique sanctionné. Les Canadiens d'origine britannique, majoritaires dans la nouvelle entité territoriale, les Canadiens français, essentiellement concentrés au Québec, et les peuples autochtones des anciennes colonies sont réunis dans un système fédéral avec, à sa tête, le conservateur

John A. Macdonald, le premier à occuper le poste de premier ministre du Canada.

Le régime fédéral canadien orchestre le partage des pouvoirs entre Londres, Ottawa et les provinces, notamment dans les affaires sociales et juridiques, telles que l'éducation, les langues et les lois civiles, et en ce qui a trait aux populations autochtones pour la plupart désormais soumises à la Loi sur les Indiens de 1876. Le Dominion du Canada naît toutefois de la conciliation d'un certain nombre d'autres intérêts, notamment économiques. La fédération contribue au développement d'un marché intérieur que stimulera tant bien que mal, en réponse aux contrecoups de l'économie mondiale, la Politique nationale.

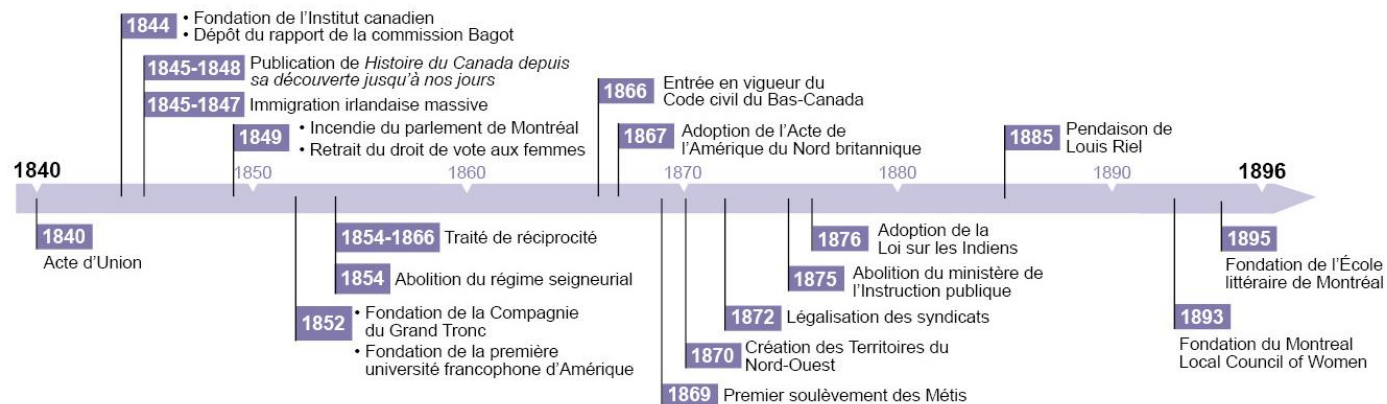
Limité au centre et à l'est d'abord, le territoire canadien prend de l'expansion vers l'ouest. La réunion des vastes étendues territoriales au nord du 49^e parallèle sous une même entité politique ne se fait toutefois pas sans heurts. L'opposition des Métis à l'annexion de leurs territoires et des débats sur les droits scolaires des catholiques génèrent des tensions entre les communautés franco-catholiques et anglo-protestantes. Ces tensions s'ajoutent à des différends entre les provinces et l'État fédéral, de l'ampleur desquels témoigne la première conférence interprovinciale instituée par Honoré Mercier, où les premiers ministres promeuvent l'autonomie provinciale. Le sentiment nationaliste des Canadiens français est relancé. L'élection du gouvernement de Wilfrid Laurier, qui coïncide avec le début d'une deuxième phase d'industrialisation au Canada, annonce la remise en question des politiques conservatrices et le début d'un cycle d'affirmation nationale, à l'échelle canadienne cette fois.

La caractérisation de la période 1840-1896 repose sur l'établissement et la mise en relation des éléments distinctifs qui en permettent la

description. Elle conduit à l'établissement d'une chronologie cohérente révélant la succession des événements et nécessite la considération d'éléments géographiques utiles à leur compréhension. Elle révèle la perspective et l'apport des différents acteurs qui ont joué un rôle significatif dans le parcours de la société. Elle amène les élèves à lier entre elles plusieurs informations relatives aux différents aspects de société pour décrire comment étaient les choses à l'époque de la Province du Canada et au cours des premières décennies du Dominion du Canada.

L'interprétation a pour objet *La formation du régime fédéral canadien*. Elle amène les élèves à expliquer la mise en place d'un cadre politique dans une période de bouleversements sociodémographiques et économiques. La réalité sociale évoque le changement, les transformations; elle met en valeur l'interaction entre les aspects de société et favorise l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale. Le recours à une méthode d'analyse critique facilite l'analyse des changements et des continuités de même que celle des causes et des conséquences qui expliquent cette réalité.

L'étude de la réalité sociale mène à la découverte de multiples perspectives dont la prise en compte permet d'assurer la validité de l'interprétation.





Précision des connaissances

Période

1840-1896

Réalité sociale

La formation du régime fédéral canadien

Acte d'Union
a. Contexte sociopolitique et économique
b. Structure politique
c. Dispositions administratives
d. Territoire de la Province du Canada
Économie coloniale
a. Adoption du libre-échange par le Royaume-Uni
b. Traité de réciprocité avec les États-Unis
Gouvernement responsable
a. Alliance des Réformistes
b. Fonctionnement du gouvernement responsable
c. Instabilité ministérielle
Affaires indiennes
a. Création des réserves indiennes au Bas-Canada
b. Missions catholiques et protestantes
c. Loi sur les Indiens
Acte de l'Amérique du Nord britannique
a. Grande Coalition
b. Conférences
c. Structure du fédéralisme canadien
d. Territoire du Dominion du Canada

Relations fédérales-provinciales
a. Champs de compétence
b. Répartition des revenus
c. Conférence interprovinciale
d. Soulèvements des Métis
e. Écoles catholiques hors Québec
Politique nationale
a. Crise économique de 1873
b. Politique tarifaire
c. Chemin de fer transcontinental du Canadien Pacifique
d. Colonisation des terres de l'Ouest
Migrations
a. Exode rural
b. Émigration vers les États-Unis
c. Ouverture de régions de colonisation
d. Immigration transatlantique
Rôle des femmes
a. Statuts juridique et politique
b. Secteurs d'activité
c. Communautés religieuses féminines
d. Organisations féminines anglophones

Présence de l'Église catholique
a. Ultramontanisme
b. Anticléricalisme
c. Nationalisme de survivance
d. Dualisme confessionnel des institutions sociales
Manifestations socioculturelles
a. Œuvres patriotiques
b. Émergence de la littérature féminine
c. Enseignement supérieur
Première phase d'industrialisation
a. Capitalisme industriel
b. Réseau de transport continental de l'est
c. Secteurs de production
d. Division du travail
e. Conditions de vie et de travail des hommes, des femmes et des enfants
f. Mouvement ouvrier
g. Urbanisation
Industrie forestière
a. Régions d'exploitation
b. Industrie du bois de sciage
Exploitations agricoles
a. Production laitière
b. Mécanisation
c. Droits seigneuriaux

1896-1945 Les nationalismes et l'autonomie du Canada

La première phase d'industrialisation se déroule dans la seconde moitié du 19^e siècle, alors que le Canada intègre progressivement l'économie capitaliste. Le développement de la fédération et la Politique nationale stimulent la production industrielle et favorisent l'expansion territoriale. L'année 1896 constitue un tournant dans le développement social, économique et politique du dominion britannique. L'élection de Laurier, premier Canadien français à occuper le poste de premier ministre du Canada, puis celle d'un gouvernement libéral à Québec un an plus tard augurent la montée en force du libéralisme. Les politiques engagées par les gouvernements comme l'action des mouvements d'affirmation contribuent alors à redéfinir l'autonomie du Canada sur le plan politique, économique et socioculturel.

Le contexte sociopolitique canadien évolue. De nouvelles provinces font leur entrée dans la fédération. Un nombre croissant d'immigrants, dont plusieurs sont originaires des pays de l'est et du sud de l'Europe, peuplent l'Ouest et les villes du centre. Bien qu'un ensemble de droits soient toujours refusés aux femmes, leur place évolue graduellement. Elles sont nombreuses à s'unir dans des organisations féministes anglophones laïques, dont la *Montreal Suffrage Association*, présidée par Carrie Derick, ou franco-catholiques, telles que la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, fondée par Marie Lacoste Gérin-Lajoie et Caroline Béique. Dans l'ensemble formé par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les Premières Nations, toujours soumises à une politique d'assimilation qui s'étend graduellement à la nation inuite, peinent à maintenir leurs modes de vie traditionnels; la proportion du Québec dans la population

canadienne est en recul; en 1911, 22 % des Canadiens sont nés à l'étranger.

L'opposition marquée de nombreux Canadiens français à la participation du Canada à la guerre des Boers, à l'imposition de la conscription lors de la Première Guerre mondiale, plus largement à l'impérialisme, ainsi qu'à l'application du règlement 17 en Ontario témoigne de la teneur et de l'évolution des débats entre les nationalismes qui cohabitent au Canada. Dans la foulée, l'autonomie politique du Canada à l'égard de la Grande-Bretagne s'accroît. Elle culmine légalement avec l'obtention du statut de Westminster en 1931. Sur le plan diplomatique, le pays peut désormais entretenir des relations égalitaires avec le reste du monde. Huit ans plus tard, c'est le Canada lui-même qui déclare la guerre à l'Allemagne et c'est à son gouvernement seul d'organiser l'effort de guerre et la mobilisation de la population, conscrète ou non.

Le degré d'autonomie du Canada est aussi tributaire d'impératifs économiques. Au tournant du siècle, les politiques libérales laissent l'initiative du développement économique aux entreprises privées, ce qui donne le ton à la nouvelle phase d'industrialisation qui s'amorce. Au Québec, celle-ci est marquée par l'exploitation des ressources naturelles, favorable au développement des régions où les minières et les papetières profitent d'une demande accrue, et de l'arrivée massive de capitaux américains. La deuxième phase est aussi celle de la concentration des entreprises et du développement de l'industrie militaire, financée par les impôts et la vente d'obligations de la Victoire. La prospérité d'avant-guerre

et celle, plus momentanée, de l'économie de guerre et des « années folles » contrastent avec la misère vécue pendant la crise économique qui a suivi l'effondrement de la bourse new-yorkaise en 1929. En période de croissance, les usines tournent à plein régime et les échanges économiques sont soutenus. Le marché de l'emploi est stable; les organisations syndicales se développent. En période de crise, le chômage augmente et la mobilisation des travailleurs est ardue. Les femmes contribuent davantage à l'industrie, pour laquelle elles constituent une main-d'œuvre bon marché, souvent temporaire, et accèdent aux emplois de services, qui se multiplient. La société industrielle accentue les clivages sociaux, l'effort ultime de restriction revenant systématiquement aux populations les moins nanties.

L'urbanisation du Québec se poursuit. Le recensement de 1921 confirme que la population devient majoritairement urbaine dans les années 1910. Montréal accueille la majorité des nouveaux venus, dont la sélection est étroitement contrôlée. Québec, Hull et Sherbrooke, entre autres, attirent aussi de nouveaux résidents. La ville offre de nombreux services à ses habitants, qui consomment des biens et des loisirs plus accessibles. Son territoire s'étend, parfois sur des terres destinées à l'agriculture, un secteur en pleine transformation. Moins nombreuses, les fermes sont exploitées par des agriculteurs de mieux en mieux formés et outillés. Le développement des moyens de communication et des transports facilite les échanges entre la ville et la campagne, qui demeurent néanmoins profondément contrastées.

Dans les années 1920, alors que la doctrine du catholicisme social diffusée en Occident conduit notamment, au Québec, à la création de syndicats catholiques, se développe un nouveau courant nationaliste canadien-français, le clérico-nationalisme, qui trouve en l'abbé Lionel

Groulx un ardent artisan. Œuvrant, entre autres, au développement du mouvement coopératif en réponse aux inégalités socioéconomiques, l'Église est omniprésente dans les affaires économiques et sociales. L'ampleur de la crise des années 1930, qui entraîne une remise en question du capitalisme, contraint toutefois l'État à intervenir davantage. Les assemblées législatives votent des lois, mettent sur pied des programmes sociaux, créent des chantiers de travaux publics et encouragent la colonisation pour porter secours aux chômeurs. Les pressants besoins de réformes économiques, politiques et sociales qui naissent de la Grande dépression favorisent la prise du pouvoir par l'Union nationale. Le premier mandat de Maurice Duplessis, marqué par les lois antisyndicales et les politiques agricoles, conforte toutefois, par la faiblesse des interventions en matière d'assistance sociale, l'aile conservatrice du parti ainsi que les autorités cléricales.

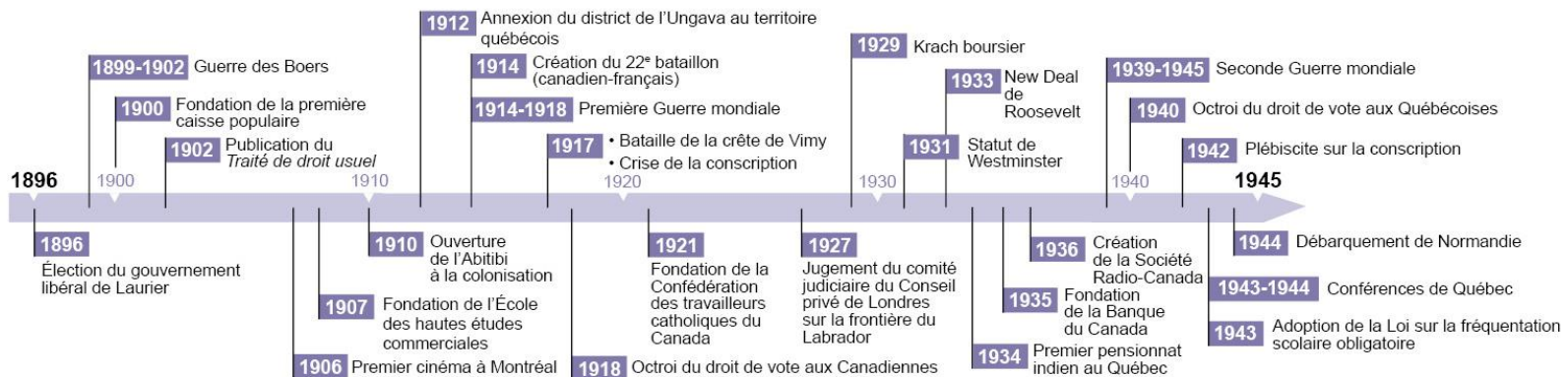
La crainte d'une seconde conscription, notamment, permet aux idées progressistes du gouvernement d'Adélard Godbout de s'imposer le temps d'un mandat, secouant au passage le joug du clergé catholique. Ayant obtenu le droit de vote au fédéral en 1918, sous l'effet des revendications d'activistes de plusieurs provinces canadiennes, les femmes ont gain de cause au Québec en 1940. Plusieurs décennies de militantisme féminin ont permis l'obtention de certains droits politiques, juridiques et sociaux pour la majorité des Québécoises. Le gouvernement libéral légifère par ailleurs dans le domaine de l'éducation, notamment en rendant la fréquentation de l'école obligatoire, crée de nouveaux ministères et fonde la Commission hydroélectrique de Québec, Hydro-Québec. La fin de la Seconde Guerre mondiale, la plus longue et la plus meurtrière du 20^e siècle, ouvre plus que jamais la porte à une nouvelle phase de

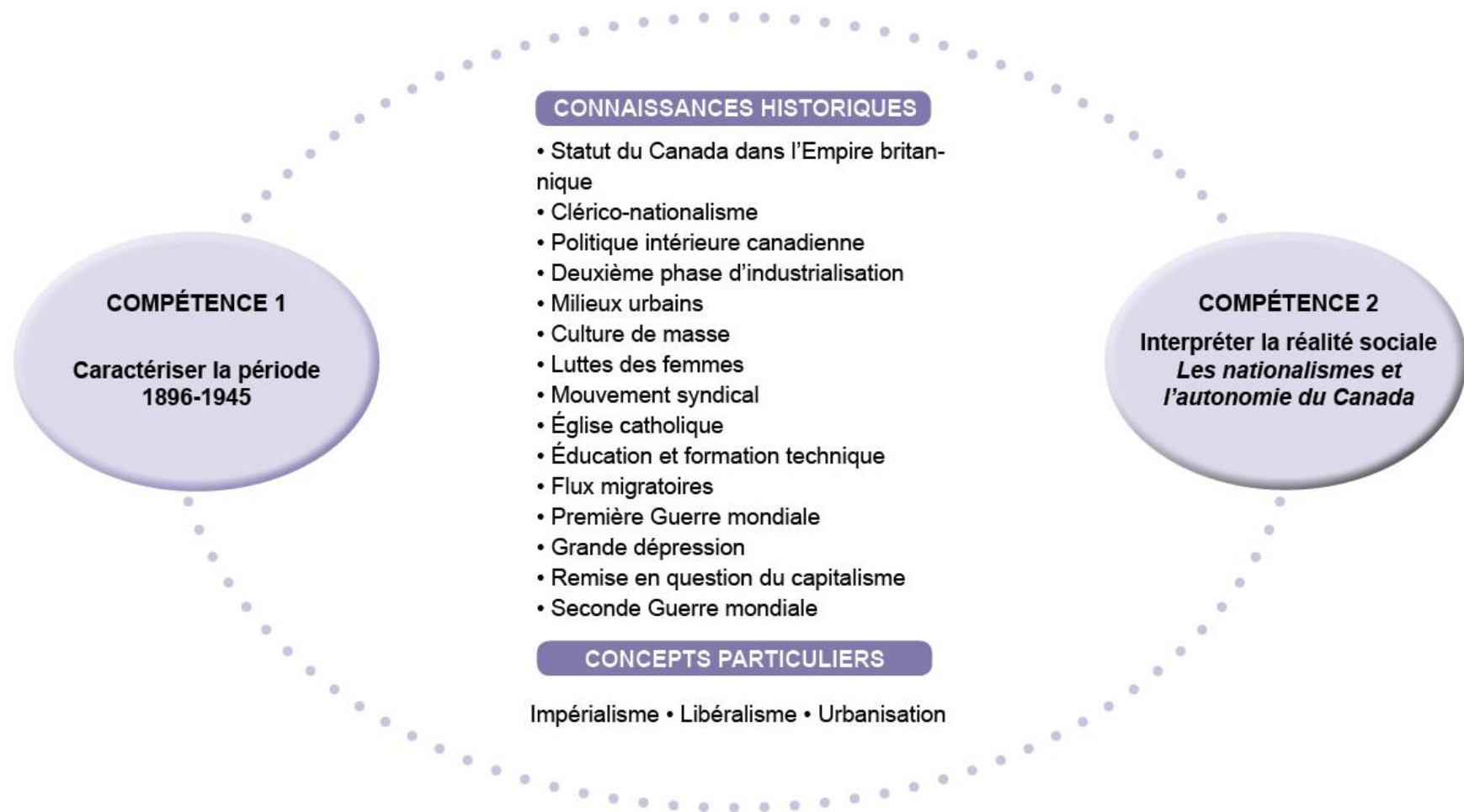
modernisation dont la Révolution tranquille constitue la principale manifestation.

La caractérisation de la période 1896-1945 repose sur l'établissement et la mise en relation des éléments distinctifs qui en permettent la description. Elle conduit à l'établissement d'une chronologie cohérente révélant la succession des événements et nécessite la considération d'éléments géographiques utiles à leur compréhension. Elle révèle la perspective et l'apport des différents acteurs qui ont joué un rôle significatif dans le parcours de la société. Elle amène les élèves à lier entre elles plusieurs informations relatives aux différents aspects de société pour décrire comment étaient les choses dans le Québec de la première moitié du 20^e siècle.

L'interprétation a pour objet *Les nationalismes et l'autonomie du Canada*. Elle amène les élèves à expliquer le maintien des particularités linguistiques et culturelles du Québec alors que se redéfinit l'autonomie politique, économique et socioculturelle du Canada. La réalité sociale évoque le changement, les transformations; elle met en valeur l'interaction entre les aspects de société et favorise l'arrimage entre

l'histoire politique et l'histoire sociale. Le recours à une méthode d'analyse critique facilite l'analyse des changements et des continuités de même que celle des causes et des conséquences qui expliquent cette réalité. L'étude de la réalité sociale mène à la découverte de multiples perspectives dont la prise en compte permet d'assurer la validité de l'interprétation.





Précision des connaissances

Période

1896-1945

Réalité sociale

Les nationalismes et l'autonomie du Canada

Statut du Canada dans l'Empire britannique
a. Impérialisme
b. Nationalisme canadien-français
c. Soutien militaire canadien
d. Statut de Westminster
Clérico-nationalisme
a. <i>L'Action française</i>
b. Programme de restauration sociale
c. Rôle des francophones dans l'économie
Politique intérieure canadienne
a. Ère libérale
b. Pouvoirs fiscaux
c. Minorité franco-catholique
d. Gouverne des populations des Premières Nations et de la nation inuite
e. Territoire canadien
Deuxième phase d'industrialisation
a. Ressources naturelles
b. Production manufacturière et domestique
c. Industrie de guerre
d. Capitalisme de monopole
e. Investissements étrangers
f. Rôle de l'État
g. Échanges commerciaux

Milieus urbains
a. Santé publique
b. Infrastructures
c. Services
Culture de masse
a. Radio
b. Cinéma
c. Romans du terroir
d. Sport professionnel
e. Cabarets
Luttes des femmes
a. Accès à l'éducation
b. Marché du travail
c. Reconnaissance juridique
d. Droit de vote et d'éligibilité
Mouvement syndical
a. Syndicats américains et catholiques
b. Grèves
c. Législation ouvrière
Église catholique
a. Importance de l'effectif religieux
b. Influence morale et culturelle
c. Coopératives

52

Éducation et formation technique
a. Fréquentation scolaire des francophones et des anglophones
b. Législation
c. Scolarisation des garçons et des filles
d. Perfectionnement des pratiques agricoles
Flux migratoires
a. Origines ethniques des immigrants
b. Structures d'accueil
c. Contrôle de l'immigration
d. Montée de la xénophobie
Première Guerre mondiale
a. Intérêts nationaux européens
b. Gouvernement de guerre
c. Crise de la conscription
d. Effort de guerre des hommes et des femmes
e. Rétablissement civil des soldats
f. Société des Nations
Grande dépression
a. Krach boursier de 1929
b. Problèmes socioéconomiques
c. Colonisation
d. Mesures des gouvernements fédéral et provincial
Remise en question du capitalisme
a. Keynésianisme
b. Idéologies sociopolitiques

Seconde Guerre mondiale
a. Climat politique et économique européen
b. Gouvernement de guerre
c. Plébiscite sur la conscription
d. Effort de guerre des hommes et des femmes
e. Démobilisation

1945-1980 La modernisation du Québec et la Révolution tranquille

En 1945, la reddition de l'Allemagne et la capitulation du Japon scellent la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui a bouleversé les rapports de force en Occident. Le conflit a fait plus de 40 000 victimes canadiennes. Au retour des soldats, l'inquiétude, la douleur et les privations cèdent lentement le pas à la prospérité économique et à une nouvelle phase de modernisation. Après des années empreintes de conservatisme, le Québec entre, dans les années 1960, dans une ère d'affirmation alors que s'opère irréversiblement un changement dans les mentalités et sur le plan politique.

Jusqu'à la crise énergétique des années 1970, le Québec profite d'un contexte mondial favorable à son développement économique. Le commerce, continental d'abord, international ensuite, s'accroît. Les besoins du principal partenaire économique du Canada, les États-Unis, sont multipliés, entre autres, par la guerre froide qui l'oppose à l'URSS. Montréal perd sa suprématie financière et commerciale au profit de Toronto, qui accueille plusieurs Anglo-Québécois, particulièrement dans la décennie 1970, notamment à la suite du transfert de sièges sociaux. La consommation de biens et de services diversifiés contribue plus que jamais à la croissance de l'économie : c'est le début de la société de consommation. Sous l'influence de la culture américaine, les modes de vie tendent à s'uniformiser.

Après avoir connu son apogée dans le premier tiers du 20^e siècle, l'influence de l'Église catholique décline; progressivement, la société et les institutions québécoises se laïcisent. L'autorité morale du clergé est

remise en question par la promotion et l'adoption de valeurs transmises par des artistes de diverses disciplines, des syndicalistes et des intellectuels ainsi que par certains médias de masse. La population rajeunit sous l'effet du bébé-boum. À la suite de la sédentarisation, le taux d'accroissement naturel est aussi en hausse chez les Autochtones. Leur culture s'effrite toutefois. Entre autres maux, la fréquentation obligatoire des pensionnats, dont l'existence est vouée à la propagation de la culture judéo-chrétienne et à l'assimilation des Autochtones au reste de la population canadienne, contribue à accélérer le déclin de certaines langues autochtones et à fragiliser le tissu social dans plusieurs communautés. Par ailleurs, les territoires ancestraux sont convoités par l'État, qui souhaite poursuivre le développement économique de la province. Les conventions établies avec les Cris, les Inuits et les Naskapis sont représentatives de la nécessaire conciliation entre l'État québécois et les Premières Nations et la nation inuite, au sein desquelles se profile une forme de nationalisme autochtone et émergent de nouveaux leaders.

Le bilan migratoire du Québec est positif. Les nouveaux arrivants, dont l'origine est de plus en plus diversifiée, s'installent majoritairement au cœur de la métropole, alors que plusieurs francophones vont peupler sa banlieue. Montréal présente un caractère cosmopolite et poursuit son anglicisation, plusieurs immigrants adoptant la langue anglaise, essentiellement pour des motifs socioéconomiques. En région, où l'exploitation des matières premières stimule l'économie, les producteurs profitent du développement de la technologie agricole. Les fermes

prennent de l'expansion et bénéficient, entre autres, du programme d'électrification rurale pour accroître leur rendement.

La modernisation du Québec va de pair avec l'accès des femmes aux espaces d'ordinaire occupés par les hommes et une dévalorisation de leurs responsabilités traditionnelles. L'autonomie économique acquise par le travail effectué hors du foyer, particulièrement à partir des années 1960, offre aux femmes une plus grande liberté de choix. Des gains juridiques et sociaux en ce qui a trait au statut des époux, à la contraception, au divorce et à la maternité ponctuent la quête d'égalité. Les femmes font davantage entendre leur voix dans les revendications des travailleurs en cette période où culmine le mouvement syndical, qui se nationalise, se déconfessionnalise et s'anime. Les grèves d'Asbestos et de Murdochville de même que celles des employés des secteurs public et parapublic sont des exemples de l'intensité et de la complexité de certains conflits d'alors.

Reporté au pouvoir en 1944, Duplessis privilégie le libéralisme économique tout en perpétuant des politiques sociales conservatrices. Régionalisme et autonomie provinciale face à un État fédéral interventionniste motivent, entre autres, ses actions pendant près de quinze ans, que la mémoire collective rappelle fréquemment à l'esprit par l'expression *grande noirceur*. Le bref passage de Paul Sauvé annonce un renouveau qu'incarne, dans toute sa mesure, le gouvernement libéral de Jean Lesage, qui met en place, à la suite d'autres leaders occidentaux, les conditions nécessaires au passage à l'État-providence. Les questions nationales et celles des droits linguistiques, sur lesquels portent les projets de loi n^{os} 63, 22 et 101, accaparent les actions et les débats des vingt années suivantes, les années 1960 marquant une rupture dans l'histoire du Québec.

Le Québec vit sa révolution tranquille. Fort d'un large consensus social, l'État québécois est l'instrument de l'accélération de la modernisation de ses institutions et de la promotion de l'identité québécoise. Les principes de l'État-providence sont soutenus par la création de ministères et de sociétés d'État et la professionnalisation de l'administration publique. Les réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que le système scolaire sont réformés, des outils d'intervention en matière économique sont créés et une politique étrangère est adoptée, conduisant à la réouverture de bureaux du Québec à l'étranger, notamment à Paris et à Londres.

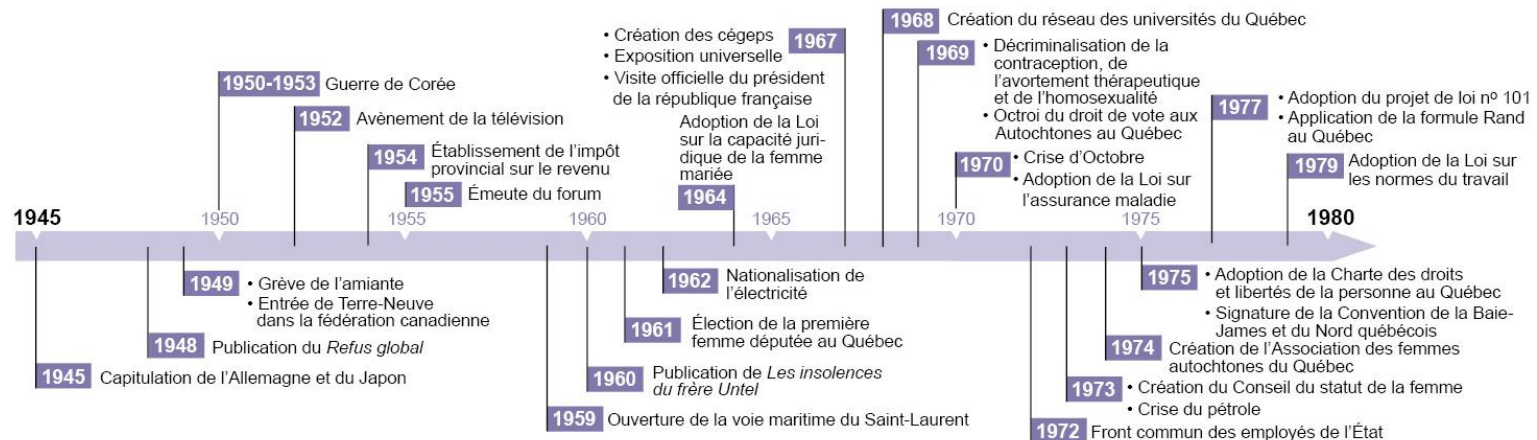
Les transformations socioéconomiques et politiques de même que les changements de mentalités sont les germes tout autant que les fruits d'un courant néonationaliste qui tourne le dos à un nationalisme traditionnel. Le vocable *Québécois* se substitue à celui de *Canadien français*. Le milieu culturel, doté d'une première politique, est effervescent avec les Pauline Julien, Félix Leclerc, Alfred Pellan, Mordecai Richler et Michel Tremblay, notamment. Certains artistes comme d'autres membres de la société, dont plusieurs jeunes hommes et femmes, se font porteurs du projet national. Montréal offre une fenêtre sur le Québec et le Canada à l'ensemble du monde avec l'Exposition universelle d'abord, puis avec les Jeux olympiques.

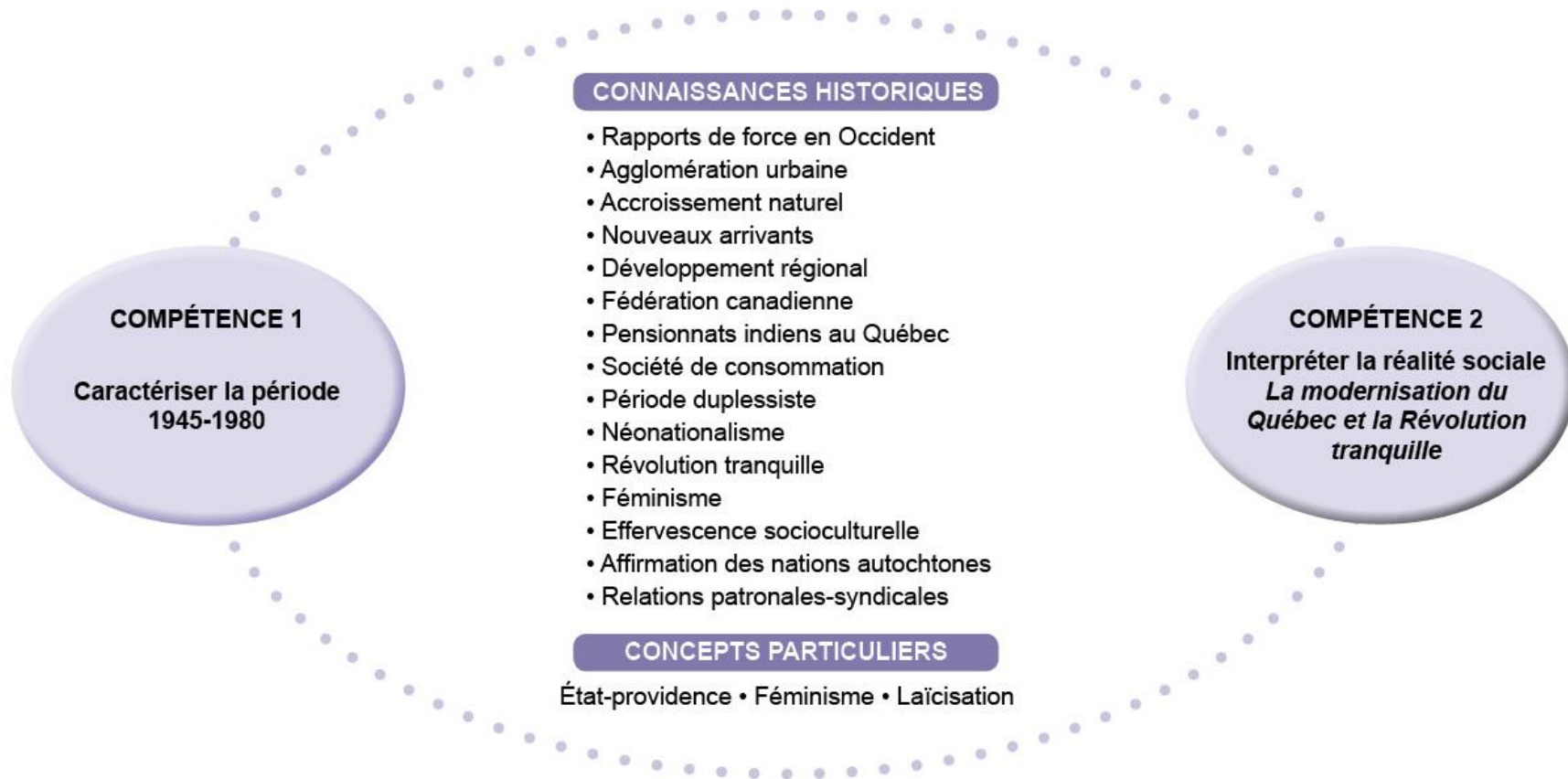
Au tournant des années 1970, sous la gouverne de Robert Bourassa au provincial et de Pierre Elliott Trudeau au fédéral, le Québec est le théâtre d'une radicalisation de certains nationalistes. La crise d'Octobre, qui conduit à l'imposition de mesures de guerre, divise le Québec. L'assassinat du ministre Pierre Laporte discrédite le Front de libération du Québec, sans toutefois couper court à la quête d'égalité et d'indépendance du Québec. Fondé à la suite de la création du Mouvement souveraineté-association, qui réunit des militants du

Ralliement national et du Rassemblement pour l'indépendance nationale, le Parti québécois forme le gouvernement en 1976. Quatre ans plus tard, le sort du Québec dans l'ensemble canadien est remis entre les mains des Québécois, alors que le gouvernement de René Lévesque les consulte lors d'un référendum sur la souveraineté-association.

La caractérisation de la période 1945-1980 repose sur l'établissement et la mise en relation des éléments distinctifs qui en permettent la description. Elle conduit à l'établissement d'une chronologie cohérente révélant la succession des événements et nécessite la considération d'éléments géographiques utiles à leur compréhension. Elle révèle la perspective et l'apport des différents acteurs qui ont joué un rôle significatif dans le parcours de la société. Elle amène les élèves à lier entre elles plusieurs informations relatives aux différents aspects de société pour décrire comment étaient les choses dans le Québec de l'après-guerre et à l'époque de la Révolution tranquille.

L'interprétation a pour objet *La modernisation du Québec et la Révolution tranquille*. Elle amène les élèves à expliquer l'évolution des mœurs des Québécois au rythme de la transformation des institutions du Québec et du rôle de l'État. La réalité sociale évoque le changement, les transformations; elle met en valeur l'interaction entre les aspects de société et favorise l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale. Le recours à une méthode d'analyse critique facilite l'analyse des changements et des continuités de même que celle des causes et des conséquences qui expliquent cette réalité. L'étude de la réalité sociale mène à la découverte de multiples perspectives dont la prise en compte permet d'assurer la validité de l'interprétation.





Précision des connaissances

Période

1945-1980

Réalité sociale

La modernisation du Québec et la Révolution tranquille

Rapports de force en Occident
a. Guerre froide
b. Souveraineté canadienne dans l'Arctique
c. Luites sociales aux États-Unis et en France
Agglomération urbaine
a. Banlieue
b. Infrastructures
Accroissement naturel
a. Bébé-boum
b. Dénatalité
c. Taux de natalité de la population autochtone
Nouveaux arrivants
a. Communautés culturelles
b. Création du ministère de l'Immigration du Québec
c. Accueil de réfugiés
Développement régional
a. Modernisation de l'agriculture
b. Protection du territoire agricole
c. Exploitation des ressources naturelles

Fédération canadienne
a. Programmes fédéraux dans le domaine social
b. Continentalisation de l'économie
c. Commission Laurendeau-Dunton
d. Négociations constitutionnelles
Pensionnats indiens au Québec
a. Régime des pensionnats indiens du Canada
b. Organisation socio-institutionnelle
c. Activités éducatives
Société de consommation
a. Influence de la culture américaine
b. Publicité
c. Augmentation du pouvoir d'achat
Période duplessiste
a. Libéralisme économique
b. Conservatisme social
c. Autonomie provinciale
d. Cléricalisme
e. Financement de l'éducation et de la santé
f. Contestation

Néonationalisme
a. Mouvement de décolonisation
b. Identité territoriale
c. Mouvement indépendantiste
d. Création du Parti québécois
Révolution tranquille
a. Mesures économiques et sociales progressistes
b. Création de ministères et de sociétés d'État
c. Réforme des institutions démocratiques
d. Protection de la langue française
e. Droits et libertés de la personne
f. Délégation du Québec à l'étranger
g. Déconfessionnalisation
Féminisme
a. Gains juridiques
b. Autonomie économique
c. Droits sexuels et reproductifs
d. Métiers non traditionnels et activités professionnelles
Effervescence socioculturelle
a. Chanson d'expression française
b. Émergence du théâtre québécois
c. Lieux de diffusion culturelle
d. Diversité des manifestations culturelles
Affirmation des nations autochtones
a. Revendications territoriales et politiques
b. Reconnaissance des droits ancestraux
c. Politique indienne du Gouvernement du Canada
d. Gouvernance

Relations patronales-syndicales
a. Syndicalisation des employés de l'État
b. Conflits
c. Fronts communs
d. Action sociale et politique des syndicats

De 1980 à nos jours Les choix de société dans le Québec contemporain

Après son élection, en 1976, le Parti québécois intensifie, à la suite des gouvernements unionistes et libéraux, les mesures visant à permettre l'affirmation des particularités du Québec, dont la langue française. L'adoption du projet de loi n° 101 met en lumière les enjeux culturels et linguistiques qui mobilisent les Québécois avant le référendum de 1980. Les décennies suivantes exposent les Québécois à d'autres enjeux complexes, de nature et d'ampleur variées. L'étude des conjonctures culturelle, économique, politique, sociale et territoriale révèle les circonstances dans lesquelles ont été, sont et seront faits les choix de société dans le Québec contemporain.

Le 20 mai 1980, près de 60 % des Québécois ayant voté rejettent la demande du gouvernement de lui octroyer le mandat de négocier la souveraineté-association. Selon un engagement pris pendant la campagne référendaire, le premier ministre Trudeau propose une réforme constitutionnelle aux gouvernements provinciaux. Au bout de plusieurs mois de négociation, alors que plane la possibilité d'un rapatriement unilatéral, le gouvernement fédéral rallie neuf des dix provinces, les demandes du Québec n'étant pas satisfaites. La Loi constitutionnelle de 1982, qui inclut la Charte canadienne des droits et libertés, est ratifiée en présence de la reine Élisabeth II mais sans représentant du Gouvernement du Québec, absent lors de la finalisation de l'entente.

L'élection des conservateurs de Brian Mulroney à Ottawa est le présage d'une possible réconciliation. Les libéraux, reportés au pouvoir au Québec en 1985, retiennent cinq conditions pour l'adhésion du Québec à

la Constitution, dont la reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise. Celles-ci sont largement discutées lors de la conférence du lac Meech, qui mène à un accord que ne ratifie pas l'ensemble des provinces, Terre-Neuve et le Manitoba n'ayant pas respecté le délai. Un ultime effort, par des référendums populaires cette fois, est également vain à la suite de l'accord de Charlottetown, en 1992.

L'échec de Meech relance la ferveur nationaliste. La commission Bélanger-Campeau et le rapport Allaire reconnaissent une légitimité à la cause souverainiste. Pendant la campagne référendaire de 1995, le Bloc québécois puis l'Action démocratique du Québec s'allient au Parti québécois dans la promotion du *Oui*. Le Parti libéral du Québec, le Parti libéral du Canada et le Parti progressiste-conservateur, mobilisés dans le camp du *Non*, se portent à la défense de l'unité canadienne. Les questions économiques et territoriales ainsi que l'évocation d'un refus de négocier par le gouvernement fédéral en cas de défaite nourrissent les débats. Les Québécois sont déchirés. Le 30 octobre 1995, l'option du *Oui* récolte 49,42 % des votes et celle du *Non*, 50,58 %. Le renversement des rapports de force et d'autres enjeux écartent l'essentiel de la question constitutionnelle dans les décennies suivantes, que marquent néanmoins des débats sur les compétences provinciales et les transferts fédéraux.

Dans les années 1980 et les suivantes, les périodes de croissance alternent avec les périodes de récession. La crise du début des années 1980 force la fermeture de mines et d'industries, entraînant du même souffle la dévitalisation de plusieurs localités. L'heure est aux

économies d'échelle. Le secteur tertiaire gagne encore du terrain pendant que se développe l'économie du savoir. Les emplois précaires et à temps partiel se multiplient. Ils sont notamment occupés par des jeunes et souvent par des femmes, dont le rattrapage salarial et juridique n'est pas encore assuré malgré l'adoption de projets de loi et l'action des syndicats en ce sens. Alors qu'un courant néolibéral engendrant une redéfinition du rôle des États traverse l'Occident, les gouvernements québécois successifs interviennent dans certaines sphères pour le maintien des conditions socioéconomiques des Québécois, notamment en instituant le réseau des centres de la petite enfance et l'assurance parentale, soutenant ainsi l'accès des femmes au marché de l'emploi. Les déficits répétés conduisent néanmoins les gouvernements fédéral et provincial à une certaine forme de désengagement que la crise économique mondiale qui a commencé en 2008 contribue toutefois à freiner momentanément.

Le mouvement d'intégration dans lequel le monde est lancé se poursuit. Les échanges se mondialisent. Le Québec, dont l'économie profite de l'Accord de libre-échange nord américain (ALENA), n'échappe pas à la tendance. L'effacement des frontières est aussi propice à la diffusion des cultures et à celle des idées qu'accélèrent la démocratisation d'Internet, l'information continue et l'éclosion des réseaux sociaux. Les appartenances nationales sont davantage exposées; les relations internationales se complexifient. Les consciences s'ouvrent par ailleurs sur des enjeux jusqu'alors inconsiderés par les États. Les pluies acides et les changements climatiques préoccupent les autorités, qui doivent plus que jamais composer avec des impératifs de développement économique et la nécessité de limiter les effets de l'activité humaine sur les écosystèmes. Des événements singuliers tels que les inondations

dans les régions du Saguenay–Lac Saint-Jean et de la Montérégie ainsi que la crise du verglas en rappellent aux Québécois la fragilité.

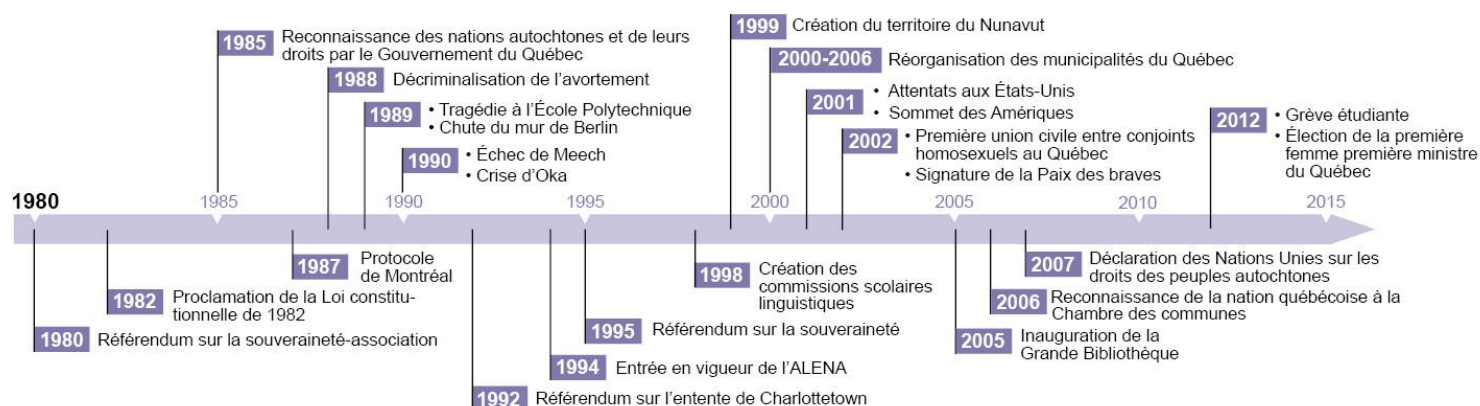
À la suite de la conclusion de l'Accord Canada-Québec, inspiré de l'entente Couture-Cullen de 1978, la population québécoise augmente essentiellement grâce à l'immigration, qui se fait souvent à la faveur d'immigrants francophones ou de langues latines. De nouveaux enjeux démographiques et générationnels se dessinent. Les femmes ont moins d'enfants et les ont plus tard. L'espérance de vie augmente; le vieillissement de la population exerce, entre autres, une pression supplémentaire sur le système de santé. Pour plusieurs populations autochtones, les conditions de vie dans les communautés, les villages inuits et les villes sont peu favorables : la population s'accroît, mais elle est en proie à d'importants problèmes sociaux; et les taux de scolarité et d'emploi sont peu élevés. Les mouvements d'affirmation et de revendication s'accroissent, notamment après 1990, année au cours de laquelle une dispute territoriale est à l'origine d'un conflit à Oka entre les Mohawks et les autorités fédérales et provinciales. Si la discrimination et les réticences à l'égard des Autochtones sont souvent vives, certaines initiatives, telles que la mise sur pied de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, permettent une meilleure compréhension du parcours des peuples autochtones.

Les attentats du 11 septembre 2001 ébranlent la conscience des Nord-Américains. Le début du 21^e siècle est le présage d'une montée de l'individualisme et du pragmatisme politique et économique auxquels des mouvements citoyens font contrepoids, le développement économique du Québec, notamment, étant le prétexte d'actions militantes d'ampleur variées qui mobilisent diverses franges de la société civile. Au travers des questions de sécurité, de neutralité religieuse, d'éthique et de

transparence qui se posent, le Québec des années 2000 est effervescent sur le plan culturel et technologique, où il se démarque à l'échelle internationale. Œuvrant pour la sauvegarde de son autonomie au sein du régime fédéral canadien, il tente la difficile conciliation des contraintes économiques et des attentes sociales.

La caractérisation de la période de 1980 à nos jours repose sur l'établissement et la mise en relation des éléments distinctifs qui en permettent la description. Elle conduit à l'établissement d'une chronologie cohérente révélant la succession des événements et nécessite la considération d'éléments géographiques utiles à leur compréhension. Elle révèle la perspective et l'apport des différents acteurs qui ont joué un rôle significatif dans le parcours de la société. Elle amène les élèves à lier entre elles plusieurs informations relatives aux différents aspects de société pour décrire comment étaient les choses au Québec à l'aube et au début du nouveau millénaire.

L'interprétation a pour objet *Les choix de société dans le Québec contemporain*. Elle amène les élèves à expliquer les circonstances culturelles, économiques, politiques, sociales et territoriales qui ont amené, qui amènent ou qui amèneront les Québécois à faire d'importants choix démographiques, environnementaux, technologiques, etc. La réalité sociale évoque le changement, les transformations; elle met en valeur l'interaction entre les aspects de société et favorise l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale. Le recours à une méthode d'analyse critique facilite l'analyse des changements et des continuités de même que celle des causes et des conséquences qui expliquent cette réalité. L'étude de la réalité sociale mène à la découverte de multiples perspectives dont la prise en compte permet d'assurer la validité de l'interprétation.





Précision des connaissances

Période

Réalité sociale

De 1980 à nos jours Les choix de société dans le Québec contemporain

Redéfinition du rôle de l'État
a. Politiques néolibérales
b. Financement des programmes sociaux
c. Économie sociale
d. Société civile
e. Consultations publiques
f. Neutralité de l'État
Droits des Autochtones
a. Loi constitutionnelle de 1982
b. Crise d'Oka
c. Ententes et conventions
d. Commission de vérité et réconciliation du Canada
Mondialisation de l'économie
a. Québec inc.
b. Accords de libre-échange
c. Secteurs d'exportation
Statut politique du Québec
a. Référendum sur la souveraineté-association
b. Rapatriement de la Constitution
c. Accord du lac Meech
d. Commission Bélanger-Campeau
e. Rapport Allaire
f. Accord de Charlottetown
g. Référendum sur la souveraineté
h. Actions postréférendaires

Évolution sociodémographique
a. Vieillesse de la population
b. Politique familiale
c. Appartenance ethnoculturelle
d. Santé publique
e. Conditions de vie dans les collectivités autochtones
Égalité hommes-femmes
a. Équité salariale
b. Parité
c. Conciliation travail-famille
Industrie culturelle
a. Financement de la culture
b. Diffusion de la culture
c. Politique culturelle
Question linguistique
a. Langue d'affichage
b. Langue d'enseignement
c. Langues autochtones
Préoccupations environnementales
a. Contrôle des normes environnementales
b. Exploitation des ressources

Dévitilisation de localités
a. Villes mono-industrielles
b. Services de proximité
c. Mouvements migratoires
d. Relève agricole
e. Poids politique
Relations internationales
a. Représentation dans les organisations et conférences internationales
b. Missions économiques
c. Missions à l'étranger de l'armée canadienne
Ère de l'information
a. Utilisation d'Internet
b. Information continue
c. Intégration et concentration des médias

Annexe 1

Analyse critique des sources

Ce qui permet aujourd'hui l'étude de l'histoire provient de traces servant de preuves et de témoignages du passé. Ces traces, appelées *documents*, sont autant de sources d'information qu'il convient d'analyser de manière critique.

Une part importante de la documentation disponible pour l'étude de l'histoire est fournie par les textes écrits. Ceux-ci constituent l'un des quatre principaux types de documents qui peuvent être regroupés selon leur nature.

Type	Nature
Documents écrits	– Acte – Correspondance – Décisions des tribunaux – Graphique – Journal – Manuel – Page Web – Pétition – Récit de voyage – Synthèse historique – Autres
Documents iconographiques	– Affiche – Carte – Dessin – Gravure – Peinture – Photographie – Plan – Autres

Documents audiovisuels	– Discours – Documentaire – Émission radiophonique – Film – Reconstitution historique – Témoignage – Autres
Artefacts	– Bâtiment architectural – Monnaie – Objet de la vie quotidienne – Site – Vestiges archéologiques – Autres

L'analyse critique des sources est ponctuée de nombreux allers-retours entre l'intention, la tâche et le document; il ne s'agit pas d'un processus linéaire. Il est suggéré de procéder du général au particulier en considérant les quatre éléments ci-après. Les questions présentées sous chacun d'eux peuvent faciliter l'analyse des sources.

- Attributs du document
 - De quel type de document s'agit-il?
 - Quelle en est la nature?
 - Sur quel support est-il présenté?
 - S'agit-il d'un document original, d'une reproduction, d'une copie, d'un extrait?

- Production et diffusion du document
 - Quelle est la date de production?
 - Quelle est la date de diffusion?
 - Quelle est la date des faits auxquels le document fait référence?
 - Dans quel contexte historique général a-t-il été produit?
 - Dans quelles circonstances particulières a-t-il été produit?
 - À qui le document était-il destiné?
 - Dans quel but le document a-t-il été produit?
 - La production du document était-elle commanditée?

- Auteur du document
 - Qui est l'auteur du document?
 - Quelle était sa fonction?
 - Quelles étaient ses allégeances?
 - L'auteur prend-il position?

- Sujet du document
 - Quel est le titre du document?
 - Quel est le sujet ou quelle est l'idée principale du document?
 - Quelles en sont les idées secondaires?

Entre autres stratégies fréquemment préconisées dans l'analyse critique des sources, il est suggéré d'aller au-delà de la première impression, de s'assurer de comprendre chaque mot et chaque expression, de comparer les documents et de se servir d'analyses contemporaines ou d'époque pour confronter le résultat de son analyse à d'autres résultats.

Utilisation et production de représentations du temps

Qu'elles soient sous forme de lignes, de rubans du temps ou de frises chronologiques, les représentations du temps sont des outils de première importance dans l'étude de l'histoire. Elles présentent de manière chronologique des repères historiques, thématiques ou non (dates, périodes, personnages, images, objets, etc.), particuliers à une nation, à une société, à un groupe ou communs à une même entité territoriale.

Selon l'intention de la personne qui la construit, une représentation du temps peut être plus ou moins détaillée, plus ou moins explicite. Elle peut retracer l'évolution d'une nation, d'une société, d'un groupe, montrer des corrélations temporelles, marquer des changements et des continuités, etc.

L'utilisation d'une représentation du temps exige la prise en compte des éléments suivants :

- le titre;
- la nation, la société, le groupe ou l'entité territoriale concernés;
- la ou les durées;
- l'échelle chronologique;
- la nature des données.

Pour produire une représentation du temps, il faut :

- se donner une intention;
- sélectionner l'information pertinente;
- tracer et orienter la ligne, le ruban ou la frise;
- établir l'échelle chronologique;
- calculer la ou les durées;
- déterminer les unités de mesure;
- segmenter la représentation du temps;
- reporter l'information;
- titrer la représentation du temps.

Utilisation et production de cartes historiques

Comme l'histoire d'une nation, d'une société, d'un groupe s'inscrit sur un territoire, son étude nécessite l'utilisation de la carte. La carte historique peut contenir quantité de renseignements relatifs aux différents aspects de société : elle peut mettre en lumière des institutions et des relations économiques tout autant que des croyances, des courants de pensée, etc. Si elle sert fréquemment à soutenir le discours écrit et oral qui porte sur le passé en le situant dans l'espace et le temps, elle n'en constitue pas moins elle-même une source porteuse de renseignements explicites.

L'utilisation d'une carte historique exige la prise en compte des éléments suivants :

- le territoire concerné;
- l'époque où la carte a été produite;
- le titre de la carte;
- sa légende;

- son échelle;
- son orientation;
- la nature de l'information qui y figure;
- les données principales et les données secondaires.

Pour produire une carte historique, il faut :

- se donner une intention;
- sélectionner l'information pertinente;
- tracer la carte;
- déterminer l'échelle;
- indiquer l'orientation;
- créer une légende;
- reporter l'information;
- titrer la carte.

Annexe 2

Synthèse du contenu de formation – Troisième secondaire

LES PÉRIODES DE L'HISTOIRE DU QUÉBEC ET DU CANADA			
Des origines à 1608	1608-1760	1760-1791	1791-1840
LES RÉALITÉS SOCIALES			
L'expérience des Autochtones et le projet de colonie	L'évolution de la société coloniale sous l'autorité de la métropole française	La Conquête et le changement d'empire	Les revendications et les luttes nationales
Les problématiques que suggèrent les formulations des réalités sociales			
Expliquer comment les relations entre les peuples autochtones et leur connaissance du territoire ont contribué à l'exploitation de ses ressources par les Français ainsi qu'à leurs tentatives d'établissement.	Expliquer les relations entre la société coloniale et la France.	Expliquer comment le changement d'empire a marqué la société coloniale.	Expliquer la montée du nationalisme dans une colonie en quête d'autonomie politique.
LES CONNAISSANCES HISTORIQUES			
• Premiers occupants du territoire • Rapports sociaux chez les Autochtones • Prise de décision chez les Autochtones • Réseaux d'échange autochtones • Alliances et rivalités au sein des Premières Nations • Premiers contacts • Exploration et occupation du territoire par les Français	• Monopole des compagnies • Gouvernement royal • Territoire français en Amérique • Guerre et diplomatie chez les Premières Nations • Commerce des fourrures • Église catholique • Croissance de la population • Villes du Canada • Régime seigneurial • Diversification économique • Adaptation des colons • Populations autochtones • Guerres intercoloniales • Guerre de la Conquête	• Régime militaire • Proclamation royale • Statut des Indiens • Instructions au gouverneur Murray • Mouvements de revendication • Acte de Québec • Invasion américaine • Loyalistes • Économie coloniale • Situation sociodémographique • Église catholique • Église anglicane	• Acte constitutionnel • Débats parlementaires • Nationalismes • Idées libérales et républicaines • Population • Soulèvements de 1837-1838 • Capitaux et infrastructures • Agriculture • Commerce des fourrures • Commerce du bois • Mouvements migratoires • Guerre anglo-américaine de 1812 • Église anglicane • Rapport Durham
LES CONCEPTS PARTICULIERS			
• Alliance • Échange • Environnement	• Adaptation • Évangélisation • Mercantilisme	• Allégeance • Assimilation • Constitution	• Bourgeoisie • Nationalisme • Parlementarisme
LES CONCEPTS COMMUNS			
Culture • Économie • Pouvoir • Société • Territoire			

Synthèse du contenu de formation – Quatrième secondaire

LES PÉRIODES DE L'HISTOIRE DU QUÉBEC ET DU CANADA			
1840-1896	1896-1945	1945-1980	De 1980 à nos jours
LES RÉALITÉS SOCIALES			
La formation du régime fédéral canadien	Les nationalismes et l'autonomie du Canada	La modernisation du Québec et la Révolution tranquille	Les choix de société dans le Québec contemporain
Les problématiques que suggèrent les formulations des réalités sociales			
Expliquer la mise en place d'un cadre politique dans une période de bouleversements sociodémographiques et économiques.	Expliquer le maintien des particularités linguistiques et culturelles du Québec alors que se redéfinit l'autonomie politique, économique et socioculturelle du Canada.	Expliquer l'évolution des mœurs des Québécois au rythme de la transformation des institutions du Québec et du rôle de l'État.	Expliquer les circonstances culturelles, économiques, politiques, sociales et territoriales qui ont amené, qui amènent ou qui amèneront les Québécois à faire d'importants choix démographiques, environnementaux, technologiques, etc.
LES CONNAISSANCES HISTORIQUES			
• Acte d'Union • Économie coloniale • Gouvernement responsable • Affaires indiennes • Acte de l'Amérique du Nord britannique • Relations fédérales-provinciales • Politique nationale • Migrations • Rôle des femmes • Présence de l'Église catholique • Manifestations socioculturelles • Première phase d'industrialisation • Industrie forestière • Exploitations agricoles	• Statut du Canada dans l'Empire britannique • Clérico-nationalisme • Politique intérieure canadienne • Deuxième phase d'industrialisation • Milieux urbains • Culture de masse • Lutttes des femmes • Mouvement syndical • Église catholique • Éducation et formation technique • Flux migratoires • Première Guerre mondiale • Grande dépression • Remise en question du capitalisme • Seconde Guerre mondiale	• Rapports de force en Occident • Agglomération urbaine • Accroissement naturel • Nouveaux arrivants • Développement régional • Fédération canadienne • Pensionnats indiens au Québec • Société de consommation • Période duplessiste • Néonationalisme • Révolution tranquille • Féminisme • Effervescence socioculturelle • Affirmation des nations autochtones • Relations patronales-syndicales	• Redéfinition du rôle de l'État • Droits des Autochtones • Mondialisation de l'économie • Statut politique du Québec • Évolution sociodémographique • Égalité hommes-femmes • Industrie culturelle • Question linguistique • Préoccupations environnementales • Dévitalisation de localités • Relations internationales • Ère de l'information
LES CONCEPTS PARTICULIERS			
• Fédéralisme • Industrialisation • Migration	• Impérialisme • Libéralisme • Urbanisation	• État-providence • Féminisme • Laïcisation	• Néolibéralisme • Société civile • Souverainisme
LES CONCEPTS COMMUNS			
Culture • Économie • Pouvoir • Société • Territoire			

education.gouv.qc.ca